



LE JOURNAL FONDE PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

LA GAUCHE CONTRE-ATTAQUE

Face à la menace RN, les forces de progrès ont conclu une alliance, dont le nom rappelle l'élan de 1936. Les négociations sur le programme et sur les candidatures s'accélèrent. P. 2

La gauche se prépare au Front contre Front

LÉGISLATIVES 2024 Face à la menace RN, les forces de progrès ont conclu, lundi soir, une alliance : le nouveau Front populaire. Elles ont poursuivi, mardi, les négociations sur le programme et la répartition des circonscriptions pour partir le plus rapidement possible en campagne en vue du scrutin du 30 juin. Et répondre aux espoirs des électeurs.

Dans le vocabulaire sportif, on appelle cela prendre de vitesse. Emmanuel Macron espérait se refaire une santé en s'appuyant sur la division de la gauche, après des mois d'une âpre campagne européenne qui a souvent viré aux échanges de noms d'oiseaux. Mais les progressistes ont évité le piège grossièrement tendu en scellant lundi soir, à la nuit tombée, la naissance d'une union inédite à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale : le nouveau Front populaire. Une réponse rapide à l'exigence du peuple de gauche et de la société civile organisée dans la perspective de ces élections législatives anticipées. Un Front populaire pour barrer la route au RN, l'héritier du Front national de Jean-Marie Le Pen.

« Nous souhaitons porter un programme de ruptures sociales et écologiques pour construire une alternative à Emmanuel Macron et combattre le projet raciste de l'extrême droite », écrivent les partis signataires, lesquels actent le principe de « candidatures uniques dès le premier tour ». Voilà le Parti socialiste (PS), la France insoumise (FI), les Écologistes, le Parti communiste français (PCF) et Génération.s repartis en campagne ensemble, comme en 2022 avec la Nupes. Mais, dans un autre rapport de force et un format de coalition élargi à plusieurs formations : Place publique – qui n'a pas quitté la table des négociations contrairement à ce qu'a affirmé le quotidien *l'Opinion* –, la Gauche républicaine et socialiste (GRS), le Mouvement républicain et citoyen (MRC), les Radicaux de gauche ou encore l'Engagement. Le NPA – l'Anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot – s'est, lui, dit prêt à rejoindre la coalition.

MALGRÉ LES SUJETS QUI FÂCHENT « CHACUN DOIT FAIRE DES COMPROMIS »

Devant le siège des Écologistes, dans le centre de Paris, où a été annoncé le pacte, des centaines de jeunes ont accueilli avec soulagement cette nouvelle coalition. « Ne nous trahissez pas », ont-ils scandé devant les principaux chefs de parti et une nuée de caméras. « Il était de notre devoir d'aller leur répondre pour montrer qu'on pouvait construire ensemble et ne pas laisser la désespérance s'installer. Poser ce genre d'actes politiques engage »,

estime Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste à l'Assemblée jusqu'à la dissolution. « Le peuple de gauche ne nous pardonnerait pas de ne pas tout essayer pour battre l'extrême droite », ajoute Christian Picquet, membre national du comité exécutif du PCF et négociateur sur le volet programmatique. « Certaines forces se rendent compte de la catastrophe à laquelle la division nous a menés, affirme Aurélie Trouvé, députée insoumise. Nous sommes maintenant au pied du mur mais nous ne sommes pas tombés dans le piège tendu par Emmanuel Macron. »

Les gauches veulent donc faire ensemble. Et ce, malgré les désaccords et les passes d'armes observés lors de la campagne des européennes. En à peine plus de vingt-quatre heures, la nouvelle donne politique a balayé les ressentiments avec un objectif clair : faire barrage au RN, qui menace d'arriver au pouvoir au soir du 7 juillet. « L'union, c'est faire un travail sur soi, surtout dans un tel moment historique, concède Corinne Narassiguin, sénatrice et membre de la direction du PS. Il faut passer outre les violences subies pendant les européennes car on ne peut tergiverser face à l'extrême droite. »

Le rassemblement est donc acté, mais il reste désormais aux forces politiques à le bâtir en un temps record. Le dépôt des candidatures est fixé au dimanche 16 juin, à 18 heures, et certains imprimeurs exigent que le matériel de campagne soit envoyé dès le jeudi 13 juin. Il faut donc aller vite. C'est pourquoi les négociations ont repris dès mardi matin, toujours au siège des Verts où deux groupes de travail, l'un sur le programme et l'autre sur le partage des circonscriptions, ont planché toute la journée.

Dans une salle de l'austère local écolo, une quinzaine d'émissaires sont réunis autour de la table. Ils doivent s'accorder, d'ici à jeudi matin, sur un « contrat de législature » détaillant « les mesures à engager dans les cent premiers jours du gouvernement du nouveau Front populaire » (lire p. 4). Il aurait pour base le programme de la Nupes de 2022, lequel serait enrichi et ajusté en fonction des nouveaux rapports de force issus du dernier scrutin en date où les socialistes sont arrivés en tête. « Ça avance bien », soufflent différents négociateurs à *l'Humanité*. Les discussions ont démarré par

les sujets qui fâchent, notamment les sujets internationaux comme l'Ukraine. « Chacun doit faire des compromis, glisse Christian Picquet. Nous travaillons à des formulations qui permettent à chacun de s'y retrouver. » En fin d'après-midi, ils n'avaient pas encore abordé les autres sujets, dont certains plus difficiles (le nucléaire) que d'autres (la retraite à 60 ans).

LE PCF DEVRAIT POUVOIR PRÉSENTER AU MOINS 50 CANDIDATS

Ailleurs, l'ambiance est un peu plus tendue. C'est là que se négocie l'attribution des circonscriptions. Le sort des 150 députés sortants semble sécurisé, même si quelques cas (Adrien Quatennens, Julien Bayou...) peuvent faire débat. Fort de son score aux européennes (13,8 %), le Parti socialiste veut obtenir plus que les 70 circonscriptions où il avait présenté des candidats. Notamment en Occitanie où la présidente de région, Carole Delga, hostile à la Nupes, a rejoint le nouveau Front populaire. Mais la France insoumise a dû mal à lâcher du lest, bien qu'Aurélie Trouvé assure souhaiter que « tout le monde fasse des concessions ». De l'avis de tous, le parti de Jean-Luc Mélenchon ne peut espérer reconduire des candidats dans 326 territoires. Les Écologistes, dont le poids s'est affaibli avec un score de 5,5 %, risque de

Les partis doivent s'accorder, d'ici à jeudi matin, sur un « contrat de législature ».

servir de variable d'ajustement et perdre quelques-unes de leurs investitures. Quant au PCF, il devrait pouvoir présenter au moins 50 candidatures, comme en 2022, tout en réclamant des circonscriptions où des conquêtes sont possibles. « Nous faisons de la politique, pas des mathématiques, lance Pierre Lacaze, responsable aux élections au PCF. Nous voulons un accord qui respecte tout le monde et qui s'appuie sur les réalités locales pour battre les députés du RN. En 2022, seul un député avait repris une circonscription à l'extrême droite. Il était communiste. »

Une fois ces deux sujets tranchés pour permettre aux futurs candidats de partir rapidement en campagne, un troisième groupe de travail sera réuni entre les états-majors pour définir une stratégie. Se posera alors la question de l'incarnation de cette coalition : faut-il désigner un candidat au poste de premier ministre à opposer à Jordan Bardella (RN) et Gabriel



Manifestation pour l'union des forces de gauche, à Strasbourg, le 10 juin.

TOBIAS CANALES/HANS LUCAS/AFP

Attal (Renaissance) ou présenter un collectif aux Français ? « C'est le collectif qui engagera la dynamique mais la question du premier ministre sera inévitable », avance la socialiste Corinne Narassiguin. Une chose est partagée entre les différentes formations, sauf à la FI, cette campagne ne pourra pas se faire sur la musique de « Jean-Luc Mélenchon premier ministre », comme en 2022, bien que ce dernier ait salué l'accord en assurant « jeter la rancune à la rivière » sur son blog.

**« NOUS SOUHAITONS METTRE EN AVANT
UNE ÉQUIPE PLUTÔT QU'UNE PERSONNE »**

L'initiative personnelle de Raphaël Glucksmann (Place publique), lequel a proposé sur France 2 l'ancien numéro 1 de la CFDT Laurent Berger pour le poste, a aussi brisé les discussions. « Son envolée était irresponsable et met en danger le collectif, à l'heure où on fait de la dentelle », juge une négociatrice. Le nom de François Ruffin commence à rassembler des partisans. Il apparaît aujourd'hui comme le plus avancé et le plus consensuel. Mais faire ce choix dès aujourd'hui semble prématuré pour de nombreux acteurs du nouveau Front populaire. « On dispose de plusieurs profils pour incarner l'union, mais si on brûle les étapes, on se tire une balle dans le pied », met en garde un socialiste. Comme une partie des Verts, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, est sur la même ligne : « Nous voulons mettre en avant une équipe plutôt qu'une personne. Un premier ministre, ça se décide en fonction d'une majorité à l'Assemblée nationale. Il faut donc attendre le résultat sorti des urnes. D'ici là, nous incarnerons le Front populaire avec différentes personnalités qui se rendront aux débats. » D'autant que le rassemblement de 2024 se veut plus large que celui de 2022, allant de Jean-Luc Mélenchon à Carole Delga en passant par Arnaud Montebourg, Sandrine Rousseau ou encore Léon Deffontaines. C'est ce que l'on appelle l'esprit de responsabilité. ■

EMILIO MESLET



ÉDITORIAL
PAR MAURICE ULRICH

Ce combat qui nous appelle

Enfin ! Qui, chez les femmes et hommes de progrès, chez toutes celles et ceux qui refusent la haine, le racisme, la régression sociale aurait accepté qu'il en soit autrement. Alors que nous nous étions réveillés comme en étrange pays dans notre pays lui-même, l'accord intervenu lundi soir entre les forces de gauche redonne ses couleurs à la France que nous aimons en appelant justement à un Front populaire. La France de 1936 et des congés payés. La France de la Libération et de la Sécurité sociale, celle de Mai 68 et des droits syndicaux conquis dans les entreprises et, avant cela, la France du souvenir de la Révolution, des Trois Glorieuses, de la Commune de Paris...

Ce n'est pas un aboutissement, c'est un début. Les discussions entre les formations avancent bien pour parvenir à un socle commun de

dix propositions novatrices et de rupture avec la politique d'Emmanuel Macron. Elle a conduit au désastre et à une montée sans précédent depuis des décennies des périls. Souvenons-nous. Il avait promis de faire reculer comme jamais le Rassemblement national. Non seulement il a joué avec la formation de Marine Le Pen et Jordan Bardella une partition mortifère, mais sa politique elle-même, le mépris affiché à l'égard des plus modestes, des salariés, le déni de démocratie, du recours systématique au 49.3 dans la réforme des retraites, les charges contre les gilets jaunes ont alimenté à n'en pas douter les frustrations et les colères dont on a

compris à quel point elles peuvent être mauvaises conseillères.

C'est un nouveau départ. Des pétitions circulent, des banquets s'organisent, des manifestations sont annoncées et ont déjà eu lieu. Il faut porter avec toutes et tous, dans les syndicats, le monde associatif, dans la culture, dans les entreprises, dans le monde agricole, le sens du progrès social, la volonté de lutter pour la justice, l'égalité, la fraternité et la sororité, la liberté de choisir son destin. Nous avons trois semaines pour le faire. Ce n'est pas une affaire de partis, de rivalités, de chefs, c'est un grand combat qui nous appelle, pour la France, devant l'Histoire. ■

Il faut porter avec toutes et tous la volonté de lutter pour la liberté de choisir son destin.

Le Front populaire travaille activement son programme

Les partis progressistes visent la conquête du pouvoir et négocient des mesures de rupture écologique et sociale qu'ils espèrent appliquer dès juillet, pour changer la vie des Français.



Fabien Roussel (PCF), Olivier Faure (PS), Marine Tondelier (Écologistes) et Manuel Bompard (FI), à Paris, le 10 juin. CLAUDE SERIE/HANS LUCAS

Elles veulent gouverner ensemble. Les formations de gauche, réunies sous le nom de « Front populaire », débattent actuellement d'un « programme de rupture à engager dans les cent premiers jours » de leur action, en cas de victoire lors des législatives des 30 juin et 7 juillet. « Nous souhaitons porter un programme de ruptures sociales et écologiques pour construire une alternative à Emmanuel Macron et combattre le projet raciste de l'extrême droite », insistent les partis de gauche. Dans ce cadre, chacun avance des propositions à même

de changer la vie des Françaises et des Français. Beaucoup d'entre elles se recoupent. Ainsi les communistes invitent en tout premier lieu à agir sur « le pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires et des pensions ». Hausse du Smic et des pensions de retraite, indexation des salaires sur l'inflation, augmentation du traitement des fonctionnaires sont en débat et ont d'emblée été proposées par le PCF, la FI et les Écologistes. Insoumis et communistes s'entendent aussi pour porter « le blocage des prix sur l'énergie et les produits de première nécessité ». Avec l'idée de soutenir dans l'urgence et dans le temps long le pouvoir de vivre des citoyens.

Si la gauche arrive au pouvoir en juillet, elle abrogera également la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, qui a fait passer l'âge de départ légal à 64 ans et qui avait soulevé un immense mouvement de contestation dans le pays, début 2023. Mais les forces de progrès vont plus loin et souhaitent que plus jamais qu'une telle réforme ne puisse se faire sans l'assentiment populaire. La FI défend donc une « VI^e République pour en finir avec la monarchie présidentielle ». Les Verts souhaitent « l'interdiction du 49.3 », et proposent, tout comme les communistes, la proportionnelle intégrale aux législatives ainsi que l'instauration d'un référendum

d'initiative citoyenne. Si plusieurs aspects restent à trancher, l'idée est de résoudre, enfin, la crise démocratique.

Les Écologistes placent en tête de leurs « dix piliers pour changer la vie » un « plan climat visant la neutralité carbone en 2050 », objectif que partagent toutes les formations de gauche. Mais Verts et insoumis défendent la sortie du nucléaire, que les communistes jugent incompatible avec une réindustrialisation massive et décarbonée de la France. La question ne devrait cependant pas devenir un point de blocage et pourrait être soumise à référendum. « On parle, on discute et on travaille dans une ambiance constructive. Il y a des points de différence, mais un contrat de gouvernement c'est synonyme de compromis », mesure Christian Picquet, coordinateur du conseil national du PCF. « Tout le monde sent la responsabilité historique. Le travail collectif avance. Tout le monde est prêt à faire des concessions », ajoute Aurélie Trouvé, députée FI, qui affirme que la gauche a « un socle commun très fort ».

L'ENJEU : RÉPARER CE QUI A ÉTÉ CASSÉ PAR EMMANUEL MACRON

Si le programme du nouveau Front populaire n'était pas terminé au moment de boucler ces pages, la gauche avancerait bien, notamment sur les questions internationales, y compris au sujet de la guerre en Ukraine (que la gauche veut soutenir face à l'agression russe) et de la situation en Palestine (que la gauche veut reconnaître en tant qu'État). « Nous avons voulu commencer par les questions les plus difficiles dans le but de les dépasser sans les mettre sous le tapis », précise Corinne Narassiguin, secrétaire nationale à la coordination du PS.

Plusieurs mesures urgentes semblent faire consensus : la suppression de Parcoursup, l'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage, le rétablissement de l'ISF et la taxation des superprofits. L'enjeu : réparer ce qui a été cassé par Emmanuel Macron, mettre un terme à l'austérité et se doter de moyens pour bâtir une République sociale et écologique. Un grand plan pour l'éducation et pour l'hôpital est ainsi en gestation dans les discussions, avec l'idée d'embaucher et de redonner les moyens nécessaires pour des services publics de qualité assurant à toutes et à tous le plus haut niveau d'enseignement et de soins, quelles que soient les ressources de chacun. Les communistes défendent notamment des remboursements à 100 % par la Sécurité sociale. La « réappropriation publique et sociale de la SNCF, La Poste et Orange », la création d'un grand pôle public de l'énergie et celle d'un autre pôle sur le front bancaire ont été proposées.

Lutte contre le racisme, contre les violences sexistes et sexuelles, protection de la biodiversité sont évidemment au cœur des échanges. Tout comme le rôle de l'UE dans toutes les grandes conquêtes à mener au service des peuples. La gauche s'active donc, déterminée à opposer un projet de société solide à Macron et au RN. ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE AVEC EMILIO MESLET

l'Humanité **l'Humanité** **Humanité.fr**
magazine

Lundi soir fut celui des rassemblements. D'un côté, les forces politiques de gauche, qui ont annoncé vouloir aboutir à un front populaire pour ces législatives anticipées. De l'autre, les syndicats, réunis au siège de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Une réunion de l'intersyndicale, prévue de longue date sur l'assurance-chômage, qui a débouché sur une déclaration conjointe de la CFDT, la CGT, l'Unsa, la FSU et Solidaires appelant à manifester « le plus largement possible ce week-end ».

« Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays, peut-on lire. Une politique qui tourne le dos au social et qui crée déclassement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère. »

Dans un même élan unitaire, une réunion devait se tenir, mardi soir, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (LDH), pour mettre en dynamique l'ensemble de la société civile. Le Syndicat de la magistrature, celui des avocats de France, Attac, la Confédération paysanne ainsi que des ONG comme Greenpeace étaient attendus. L'objectif ? Amplifier la pression populaire face au risque de victoire du RN. « Il est minuit moins cinq avant Le Pen. Jordan Bardella peut être à Matignon, c'est-à-dire que l'extrême droite peut faire main basse sur la Sécurité sociale et nommer les dirigeants des administrations et des grandes entreprises publiques », prévient Thomas Vacheron, secrétaire confédéral CGT.

« UN BARRAGE LE PLUS UNITAIRE POSSIBLE »

Dans ce rassemblement qui prend forme, des absents manquent à l'appel, tels que la CFTC et la CFE-CGC. « Nos rapports restent bons. Je ne désespère pas que l'on puisse, symboliquement, élargir l'intersyndicale », insiste Laurent Escure (Unsa). Dans un bref communiqué publié lundi, Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière, rappelle que son organisation « s'est construite sur l'indépendance, le rejet de toute emprise et instrumentalisation politique ».

Un argument que rejette Benoît Teste, le secrétaire général de la FSU, rappelant que les cinq syndicats signataires de l'appel « gardent toute leur indépendance pour peser sur le débat public ». Selon lui, « il est du rôle du syndicat d'organiser les manifestations, et pourquoi pas des meetings et des rencontres. Un grand travail, dans les lieux



Manifestation contre le RN, le 10 juin, à Paris. MARTIN BARZILAI/HAYTHAM/REA

Les syndicats pressent le pas contre l'extrême droite

La CGT, la CFDT, l'Unsa, FSU et Solidaires entendent barrer la route du pouvoir au RN et appellent à se mobiliser dès ce week-end. Une réunion devait se tenir, mardi soir, à l'initiative de la LDH, pour mettre en dynamique l'ensemble de la société civile.

de travail, nous attend pour faire reculer le vote d'extrême droite ». Cependant, une participation des syndicats à une dynamique politique peut rebuter, notamment du côté de la CFDT. Par voie de communiqué, la centrale de Belleville explique qu'elle « agira en responsabilité » et « mobilisera toutes ses forces pour que l'extrême droite n'accède pas au pouvoir ».

« Mettre les formations politiques sous pression populaire est nécessaire. »

THOMAS VACHERON, MEMBRE DE LA CGT

Dès lundi, la CGT appelait les salariés à « refuser les reculs et gagner des avancées sociales », à faire « front populaire contre l'extrême droite ». « Nous enjoignons les partis politiques de gauche à s'unir et à répondre aux revendications sociales sur la hausse des salaires, le financement de la Sécurité sociale, le retour des CHSCT ou encore la retraite à 60 ans », résume Thomas Vacheron. Pour le cégétiste, « mettre les formations politiques sous pression populaire est nécessaire pour que, si la gauche est majoritaire demain, l'exercice du pouvoir ne vire pas à la déception comme sous François Hollande ». Un comité confédéral national (CCN) devait affiner la stratégie de la centrale de Montreuil, ce mardi.

Solidaires se questionne aussi sur la participation à un front commun avec les organisations politiques. « Nous sommes interpellés par la démarche du Front populaire. Notre principe d'indépendance aux partis reste primordial. Mais l'extrême droite peut prendre le pouvoir. Cela demande un barrage le plus unitaire possible », résume Murielle Guilbert, codéputée générale de Solidaires. Un comité national de l'union syndicale doit trancher la question ce mercredi.

La question se pose d'autant plus que, selon un sondage Ifop pour l'Humanité, le vote d'extrême droite progresse chez les sympathisants syndicaux. 27 % des salariés se déclarant proches d'un syndicat ont voté pour Jordan Bardella, contre 43 % pour l'une des quatre listes de gauche. C'est 5 points de plus que lors du scrutin présidentiel de 2022, mais largement en dessous de l'ensemble des salariés, à 35 %.

« Quand plus de la moitié des ouvriers et des employés votent RN, cela veut dire que des sympathisants de nos organisations sont concernés. Nous ne devons pas juger les électeurs, mais les convaincre. L'extrême droite est systématiquement l'ennemie des travailleurs, des femmes », mesure Laurent Escure. « La CGT va se déployer partout pour démontrer la dangerosité de l'extrême droite », conclut Thomas Vacheron. ■

NAÏM SAKHI

« L'avenir nous oblige à jeter quelques rancœurs à la rivière »

Olivier Faure, secrétaire national du PS, plaide pour que le nouveau Front populaire, en cours de création, mette l'accent sur la justice sociale pour battre l'extrême droite et susciter l'espoir.



« Parmi les mesures d'urgence, il faut interrompre la réforme de l'assurance-chômage, revenir sur celle des retraites et retrouver des ressources pour nos services publics. »

L'histoire vous obligeait-elle à la création de ce nouveau Front populaire, annoncée lundi soir ?
Ce n'est pas l'histoire mais l'avenir qui nous oblige, les uns et les autres, à jeter quelques rancœurs à la rivière pour s'éviter l'expérience douloureuse de l'extrême droite au pouvoir. Ceux qui pensent qu'il faut tenter l'expérience pour que cela vaccine contre elle font erreur. Donald Trump aux États-Unis et Jair Bolsonaro au Brésil ont perdu avec plus de voix qu'ils n'en avaient obtenu lors de leur victoire. Quand les verrous sautent, la question de la permanence de l'extrême droite est posée.

Que souhaitent porter les socialistes dans cette union ?

Si nous l'emportons dans quelques semaines, nous devons avoir un projet adapté à la période, qui puisse être mis en œuvre en deux ans et demi et qui ne s'embarasse pas de milliers de propositions. Les premières mesures doivent permettre les bifurcations dont nous avons besoin pour répondre aux grands défis qui sont à la fois ceux du travail et ceux du climat. Parmi les mesures d'urgence, il faut interrompre la réforme de l'assurance-chômage et revenir sur celle des retraites. Nous devons retrouver des ressources pour nos services publics, en taxant les superprofits et les

superpatrimoines. Il y a besoin d'une meilleure répartition entre capital et travail. Pour la bifurcation écologique, il faut un plan énergétique, mais aussi accompagner les salariés des entreprises en transition.

L'ex-premier ministre Bernard Cazeneuve vous accuse de trahir Léon Blum, à la suite de votre alliance avec la France insoumise.

Que fait Léon Blum le 14 juillet 1935 avec la Ligue des droits de l'homme, la CGT et le Parti communiste ? Quel est le serment fait ce jour-là ? Celui de tout faire pour rester unis face à l'extrême droite. Qui, à l'époque, attaque Léon Blum ? Ce n'est pas la gauche radicale ni le Parti communiste. C'est l'extrême droite. Rester fidèle à Léon Blum, c'est tout faire pour interdire l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

Une alliance avec la France insoumise était encore exclue il y a peu.
Qu'est-ce qui a changé ?

Nous ne sommes pas encore arrivés au bout des discussions. Nous nous sommes expliqués sur les comportements durant la campagne des européennes. Nous devons être à la hauteur des enjeux. Le pays court un risque considérable après une dissolution hasardeuse, décidée par le chef de l'État, alors que la dynamique est du côté de l'extrême droite.

Les libéraux-conservateurs peuvent gouverner dans quelques semaines. Ce serait le pire pour le monde du travail avec, à la fois, le racisme, l'ultralibéralisme et le climatoscepticisme.

En quoi cette union est-elle différente de la Nupes ? Comment comptez-vous intégrer les syndicats, les associations ?

Le monde associatif, social, syndical, les ONG doivent être associés au projet pour que nous intégrions un certain nombre de leurs revendications. Ils doivent participer à l'incarnation de ce Front populaire. Le gouvernement ne peut être composé uniquement par des responsables des forces classiques de la gauche. Il faut que l'expérience accumulée dans les mondes intellectuel, syndical et associatif, rentre dans les ministères.

« Le monde associatif, social, syndical, les ONG doivent être associés au projet. »

La gauche doit-elle avoir son candidat au poste de premier ministre ?

Peut-être la question viendra-t-elle. Mais la première

chose est de constituer une équipe, de ne pas personnaliser le pouvoir. Nous avons assez souffert pendant sept ans de cette surincarnation, de cet omniprésident, de ce Jupiter, pour ne pas retomber dans les mêmes travers. Je souhaite que nous puissions présenter le visage d'une équipe capable de travailler ensemble selon des règles qui sont celles de la démocratie, du

respect réciproque et du refus de la brutalisation du débat public.

Il n'y a pas besoin d'un capitaine ?

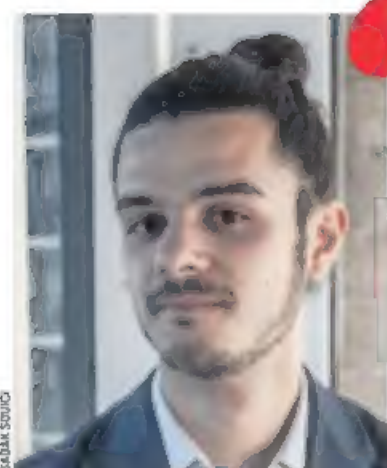
Ce n'est pas une obligation absolue. La règle républicaine est que le groupe majoritaire au sein de la majorité obtienne la place à Matignon.

Comment faire reculer l'extrême droite ?

En répondant aux questions des Français ! Lors de la crise sanitaire, on a eu des paroles présidentielles sur les métiers dits de première ligne. Elles n'ont pas été suivies d'effet et tout un monde s'est senti trahi. Je souhaite une conférence sur les salaires pour revaloriser ces métiers. À la crise des gilets jaunes le pouvoir a répondu par un grand débat qui s'est révélé être un grand monologue. Je sais ce qu'est la réalité de ces gens, en zone rurale, dont la vie se déroule entre les transports et leur travail. Comment répond-on à leurs attentes ? Comment dire aux millions de personnes qui ont manifesté contre la réforme des retraites qu'au bout d'une vie de labeur ils ont droit au repos en bonne santé ? C'est à ces questions qu'il faut répondre. Nous ne pouvons laisser penser, avec l'extrême droite, que la réponse est dans la désignation de boucs émissaires qui seraient l'exutoire pour toute une partie de la population qui n'en peut plus. Je souhaite qu'on redonne l'espoir en incarnant une politique de justice. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GAËL DE SANTIS

Des voix pour le Front populaire



Le rassemblement dans les urnes et dans les rues

ASSAN LAKEHOUL SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MJCF

« **Q**uand les blés sont sous la grêle/Fou qui fait le délicat/Fou qui songe à ses querelles/Au cœur du commun combat », écrivait Aragon en 1943. Le Rassemblement national (RN) est l'ennemi des travailleuses et travailleurs, mais aussi de la République. Son programme antisocial viendrait enterrer la Sécurité sociale, déjà bien attaquée par les libéraux. Il est de fait le meilleur allié du grand patronat. Aussi, son projet d'une société autoritaire s'oppose à une liberté émancipatrice. Avec la préférence nationale, le RN se fait ennemi de l'égalité et de la fraternité. Avec son obsession contre nos concitoyens musulmans, il s'attaque à la laïcité. Face au risque désormais réel de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, le Front populaire est la meilleure des réponses possible. Nous devons bâtir un rassemblement original dans les urnes et dans la rue. Dans les urnes, car le 30 juin et le 7 juillet, il ne doit y avoir qu'un seul bulletin à

gauche pour empêcher le RN de prendre le pouvoir. Dans la rue, car l'unité de la gauche n'est rien sans l'unité des travailleurs organisés dans les syndicats, l'unité de la jeunesse organisée dans les forces politiques et associatives. C'est bien l'addition de ces deux forces qui pourra nous permettre d'empêcher, demain, le RN d'accéder au pouvoir, mais aussi d'obtenir, après-demain, de grandes conquêtes sociales. C'est à ce prix que nous ferons reculer durablement l'extrême droite dans les têtes et dans les votes. Faisons du Front populaire un véritable outil pour nous adresser à l'ensemble de la population. Évidemment, à celles et ceux déjà convaincus et qui veulent s'engager dans le combat. Mais aussi et, surtout, en direction de ces travailleuses et travailleurs, de ces jeunes tentés par le RN. Ne faisons preuve ni de sectarisme ni de mépris. Notre unité sera notre meilleure arme, à condition qu'elle puisse convaincre au-delà de nos rangs. Alors, au travail, et vive le Front populaire! ■



Une gauche unie contre la prédation des ultrariches

MONIQUE PINÇON-CHARLOT SOCIOLOGUE

Pour les représentants des classes populaires, aller en ordre dispersé à une élection comme celle du 9 juin était une erreur. C'eût été pure folie que les partis politiques de gauche soient incapables de s'unir avant les législatives anticipées décidées par Emmanuel Macron, pour faire face à une extrême droite qui, une fois au pouvoir, agirait au détriment des plus fragiles, même si elle prétend le contraire. Ensemble, la société civile et les partis de gauche doivent se coordonner en s'inspirant des méthodes des classes les plus aisées.

Chez les riches, la solidarité se construit de telle manière que chaque individu qui fait partie de cette classe, par la naissance ou par cooptation, est responsable, quel que soit son domaine d'investissement, de la défense des intérêts de ses semblables. Cimentées par le pouvoir et l'argent, les différentes familles de la grande bourgeoisie ne se mettent pas en concurrence. Quand des différends les opposent, des médiateurs sont désignés pour les aplanir. Comme le disait Pierre Bourdieu, la solidarité de cette classe d'ultrariches est « *une orchestration sans chef d'orchestre* ». Les digues entre l'extrême droite et l'aristocratie n'ont jamais vraiment existé. Les liens entre cette classe et le FN-RN n'ont fait que s'approfondir au fil du temps alors qu'ils sont nés dans les années 1980 quand François Mitterrand a instrumentalisé le FN pour se poser en rempart contre lui. Aujourd'hui, les promoteurs des idées d'extrême droite sont propriétaires de beaucoup de moyens

d'information et de maisons d'édition. L'extrême droite a donc fait une OPA sur la pensée, le pluralisme et la liberté d'expression.

Il faut savoir que les ultrariches ne misent jamais sur un seul cheval : pour être sûrs d'avoir des appuis politiques quel que soit celui qui accède au pouvoir, ils tissent des liens étroits « en même temps » avec Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

DANS L'URGENCE, NOUS AVONS ASSISTÉ À UN SURSAUT SALUTAIRE

Mais rien n'est perdu. Nous avons, dans l'urgence, assisté à un sursaut salutaire. C'est encore possible pour la gauche, surtout si elle s'appuie sur ce qu'a été la solidarité syndicale et politique du combat contre la réforme des retraites. Cette lutte, même avortée de manière brutale par l'exécutif, a été un moment de joie et de puissance. Avec une gauche unie, on peut rendre aux travailleurs les années de retraite dont ils ont été amputés, et on peut freiner l'accumulation et la concentration sans fin du capital en stoppant les cadeaux fiscaux et subventions sans contrepartie sociale aux entreprises. On peut redonner du pouvoir d'achat aux salariés en indexant les salaires sur l'inflation, on peut mieux financer la santé en fléchissant les cotisations salariales vers le budget de la Sécurité sociale. Et l'urgence d'arrêter la prédation des ultrariches et de leurs « investissements » sur l'environnement, au risque de rendre la planète inhabitable pour les plus pauvres, doit s'imposer comme une évidence défendue par toute la gauche. ■



Comme en 1936, la République française est en péril

ARIÉ ALIMI VICE-PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Nous y sommes. À ce moment fatidique que nous redoutions tant. Avec des extrêmes droites majoritaires, une dissolution qui risque de leur donner le pouvoir, des partis de gauche

encore sonnés par leur combat électoral. Comme en 1936, la République française est en péril. Elle pourrait s'affaïsser durablement tant les objectifs de ces partis visent directement à faire choir les valeurs de

liberté, d'égalité et de fraternité qui en sont le cœur ardent. Le temps n'est plus ni à l'analyse ni aux trop longues palabres. Nous devons en quelques jours nous rappeler ce qui nous rapproche,

non ce qui nous éloigne. Le collectif, non les ego. La solidarité, non les jeux d'appareil. Le combat pour les plus précaires, les oubliés des territoires, ceux des quartiers. Tous ceux que les forces progressistes ont délaissés pendant trop longtemps et qui se sont réfugiés dans les bras nationalistes de ceux qui les considéraient. Nous sommes les obligés de ceux qui avant nous ont mené

**Le collectif, non les ego.
La solidarité, non les jeux d'appareil.**

les luttes historiques, pour les libertés, l'égalité et la justice sociale. Ils nous regardent protéger leur héritage. Nous sommes débiteurs des prochaines générations qui sont le sens de notre action. Pour cela, il n'y a qu'une seule solution. Un front déterminé. Une alliance, non de circonstances législatives, mais une union sacrée pour les années à venir, une assemblée polyphonique prête à ouvrir les champs des possibles pour retrouver grâce aux yeux des Français et protéger notre République. Nous sommes à l'aube du front commun. ■

On savait qu'Éric Ciotti avait des idées d'extrême droite. Il ne manquait plus qu'il l'avoue publiquement. C'est chose faite avec la tentative du président du parti « Les Républicains » (LR) de faire sauter une digue historique, par un coup de poker, mardi. Le député des Alpes-Maritimes a appelé à une alliance avec le Rassemblement national aux législatives, au journal de TF1, tentant de parachever le vieux rêve réactionnaire d'une « union des droites », qui irait de LR au RN, voire jusqu'à Reconquête !. « *Je souhaite que ma famille politique aille dans ce sens, a-t-il déclaré. Une force doit se lever pour s'opposer à l'impuissance du macronisme et au danger des insoumis.* »

Éric Ciotti a vu dans un pacte avec l'extrême droite la planche de salut de son camp, après son score calamiteux aux élections européennes (7,2 % des suffrages pour François-Xavier Bellamy, contre 31,4 % pour Jordan Bardella). Le député des Alpes-Maritimes s'est imaginé sauver ainsi le groupe parlementaire LR, composé de 61 élus, avec ce deal mortifère. Supposant que « *l'immense majorité des militants souhaitent cet accord* » (sans pour autant les avoir consultés), le Niçois incite l'ensemble de ses collègues à prendre toute leur part dans la création d'un « bloc national ». « *On dit la même chose sur le chaos migratoire ! a-t-il argué. Donc, arrêtons de faire des oppositions un peu factices pour nous mettre au travail. L'enjeu, c'est de redresser le pays, demain, et d'avoir une majorité pour cela.* » En ouvrant la porte de ce pacte faustien, Éric Ciotti cherche ainsi à rompre définitivement avec la doctrine du « cordon sanitaire » érigée, au début des années 1990, par Jacques Chirac (aucun accord avec les Le Pen).

« QU'IL PARTE ! IL NE NOUS REPRÉSENTE PLUS »

Problème, Éric Ciotti n'a visiblement pas pris la peine de s'accorder avec ses propres troupes. Sa déclaration a créé la stupéfaction dans son camp, où les appels à sa démission se multiplient. « *Il ne peut plus présider notre mouvement et doit se démettre de son mandat !* » a tonné Gérard Larcher, président du Sénat, alors que l'intégralité des sénateurs LR ont voté contre tout accord avec l'extrême droite ou avec la Macronie aux législatives. La sénatrice Sophie Primas et son collègue Jean-François Husson ont annoncé qu'ils claquaient la porte de LR sitôt l'interview d'Éric Ciotti achevée. Les deux députés LR du Cantal rendent aussi leur carte.

Olivier Marleix, patron du groupe à l'Assemblée nationale, ne mâche pas ses mots, tout comme le député Philippe Gosselin, catégorique : « *Qu'il parte ! Il ne nous représente plus.* » Son collègue Ian Boucard dénonce aussi l'initiative « *personnelle* » d'Éric Ciotti : « *Il a fait cette annonce dans le dos des parlementaires LR qui se sont réunis hier pour acter leur ligne d'indépendance. Je ne sais pas à qui il a pu parler dans notre groupe. Nous sommes déjà une quarantaine sur 61 à avoir condamné cette annonce. À*

croire qu'Éric Ciotti s'est mis devant un miroir hier et a parlé avec Éric Ciotti. »

« *La salade niçoise d'Éric Ciotti est à vomir* », a renchéri le secrétaire général délégué de LR, Geoffroy Didier, pour qui « *toute collaboration avec l'extrême droite est une trahison de l'esprit des "Républicains"* ». « *L'ADN de la droite républicaine, c'est jamais les extrêmes, jamais le Front national, jamais Marine Le Pen !* » a martelé quant à lui Xavier Bertrand, le président des Hauts-de-France. Mais le mot le plus cinglant revient à Julien Dive, député LR de l'Aisne : « *Nous savons désormais qu'en juin 1940, Éric Ciotti n'aurait jamais traversé la Manche.* » Quant à l'ancienne candidate LR à la présidentielle,

Valérie Pécresse, hostile à la ligne d'Éric Ciotti, elle a appelé son parti à « *dénoncer immédiatement* » le pacte proposé par ce dernier, qui « *(vend) son âme pour un plat de lentilles et (drape) cela dans l'intérêt du pays* ».

Même le président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, pourtant en adéquation avec le virage ultradroitier de Ciotti, le réprouve. « *Le devoir de la droite républicaine est de proposer une parole claire et indépendante entre l'impuissance du "en même temps" et le saut dans l'inconnu du RN* », plaide celui qui sera candidat à la députation en Haute-Loire. De son côté, Marine Le Pen a salué le « *choix courageux* » d'Éric Ciotti et son « *sens des respon-*

sabilités. », alors que, dans le même temps, elle sifflait la fin des négociations avec Reconquête !. Sauf que la prise de guerre pourrait être maigre. Rares sont ceux qui disent suivre le patron dans son ralliement à l'extrême droite : le président des Jeunes LR, Guilhem Carayon, les eurodéputés Céline Imart et Christophe Gomart, et Christelle d'Intorni, députée de la circonscription voisine d'Éric Ciotti. Malgré cette quasi-unanimité contre lui, ce dernier refuse pour le moment de démissionner. Les statuts du parti pourraient lui permettre de rester en poste jusqu'aux investitures. LR risque de traîner le boulet Ciotti encore un moment. ■

LOLA RUSCIO



Sur le plateau de TF1, le 11 juin. STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Éric Ciotti se vend au RN et déchire son parti

Le président des « Républicains » a annoncé, mardi, sa volonté de sceller un accord de coalition avec le RN. Cette proposition suscite une vague d'indignation dans son camp, où les appels à sa démission se multiplient.

« La dimension xénophobe soude l'ensemble des électeurs du Rassemblement national »

Le sociologue **Félicien Faury** revient sur les détails du scrutin des européennes et les motivations du vote pour Jordan Bardella.

Le Rassemblement national (RN) progresse partout. Dimanche, lors des élections européennes, 93 % des communes ont placé Jordan Bardella en tête, tout comme l'ensemble des catégories socioprofessionnelles et des plus de 34 ans... Comment expliquer cette explosion ? Félicien Faury, auteur du livre *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil, 2024), est allé à la rencontre des électeurs RN dans le sud-est de la France entre 2016 et 2022. Il en tire des enseignements sur les motivations qui, dimanche, ont poussé 7,7 millions de Français à voter pour l'extrême droite, et des clés pour lutter.

Des barrières mentales semblent céder, dans l'électorat de droite notamment. Le souhait d'Éric Ciotti d'une alliance avec le RN peut-il pousser des citoyens qui se refusaient à voter à l'extrême droite à sauter le pas ?

Au sein de l'électorat de droite, des diques sautent. Éric Zemmour a eu un rôle important dans ce sens. Lors des élections de 2022, beaucoup de segments électoraux rétifs au RN se sont mis à voter pour Éric Zemmour. Ils se sont en fait acclimatés à voter pour l'extrême

droite. Notamment les classes supérieures et une part des catholiques pratiquants. Aujourd'hui, le RN se met à rogner l'électorat de droite et à attirer des cadres de LR. On observe donc le commencement d'un vote bourgeois pour le RN, même si la structure de son électorat reste majoritairement populaire. C'est symboliquement très important pour le RN, qui ainsi n'est plus ostracisé. L'initiative d'Éric Ciotti semble être personnelle, mais cela peut avoir une importance pour l'électorat de droite. Le message est qu'il est possible, quand on est de droite, de voter pour le RN, qui serait un parti de droite comme les autres.

« Dans certains territoires, ce n'est plus un vote honteux mais une fierté. »



Meeting à Paris le 2 juin. DANIEL DORNO/HANS LUCAS



FÉLICIE FAURY
Sociologue

Vous parlez de « normalisation par le bas ». Est-ce à dire que le vote RN non seulement n'est plus tabou, mais est parfois même valorisé ?

Dans certains territoires et milieux sociaux, ce n'est plus du tout un vote honteux et peut-être l'inverse, une fierté, la revendication d'une identité. C'est en tout cas devenu dans beaucoup de ter-

ritoires une option politique normale, qui ne choque pas, qui n'est plus sujette à la réprobation d'un voisin, d'un ami. La normalisation du RN se joue aussi là, dans ces petites interactions du quotidien. La politique se construit dans des consensus de sens commun qui se créent dans des groupes sociaux concrets. Pour la gauche, cela doit poser la question de sa présence dans certains territoires, afin

qu'un contre-discours circule également et contredise des imaginaires propagés par l'extrême droite.

Selon l'Ifop, les cinq principaux « déterminants du vote » pour les électeurs de Jordan Bardella, dimanche, sont, dans l'ordre, l'immigration, la sécurité, le terrorisme, les frontières de l'Europe et l'éducation. Cela remet-il en question la rhétorique des « fâchés pas fachos » ?

Si cette expression veut dire que le vote RN est avant tout un vote de colère sans qu'il y ait d'affinités idéologiques avec l'extrême droite, ce serait une erreur. Cela ne veut pas dire que c'est irréversible, qu'on ne peut pas politiser d'autres aspects, mais il ne faut pas oublier que les thématiques de l'immigration, de l'insécurité et de l'islam sont celles qui comptent le plus pour ces électeurs.

Vous mettez en avant, dans votre livre, l'importance du racisme comme déterminant du vote RN. Votre enquête se concentrant sur le Sud-Est, ces conclusions s'appliquent-elles à l'ensemble du territoire ?

Il y a des spécificités de l'électorat du Sud-Est, mais qui ne doivent pas être exagérées. Sur l'immigration et l'islam, aucune enquête sur l'ensemble de l'électorat ne montre qu'il s'agirait d'une spécificité du Sud-Est. La dimension xénophobe et islamophobe soude l'ensemble de l'électorat du RN : c'est le ciment entre les différentes classes sociales et les différents territoires. Les études montrent que, si vous n'avez pas d'hostilité pour l'immigration, vos chances de voter pour le RN sont quasiment nulles.

La question sociale et le rejet du macronisme ne sont-ils pas aussi des ressorts importants ?

Il est vrai que cette dimension démagogique existe, dans les classes populaires principalement, mais c'est une explication incomplète. S'il y a un vote anti-Macron, il est toujours combiné à une articulation entre l'immigration et l'incertitude sociale. L'immigration, pour les électeurs du RN, est une question socio-économique car, selon eux, s'il y a trop d'immigration, leurs impôts, qui paient les aides sociales, vont augmenter. Et s'il y a trop d'immigrés, c'est un risque pour leurs emplois.

Dénoncer l'imposture sociale du RN serait donc inutile pour faire baisser le vote RN ?

Non, cela peut être très utile. Sur la question des salaires, des retraites, il y a un ensemble de malentendus, voire de naïveté chez les électeurs du RN. Démontrer cette tromperie peut donc être efficace. Mais cela ne suffit pas, il faut affronter la question du racisme et de la xénophobie. Rien ne détermine ces classes populaires, blanches, à être condamnées à voter RN. La gauche ne doit pas perdre de vue cette ambition d'aller aussi les convaincre. À ce titre, les arguments sont utiles, mais parfois rien ne vaut la mise en pratique. La lutte syndicale, les mouvements sociaux sont très importants pour montrer une certaine unité des classes populaires qui, in fine, se traduit souvent par une réorientation à gauche. Au fond, le RN profite de deux éléments. D'une part, des inégalités sociales fortes, avec l'impression que les ressources communes – aides sociales, services publics – deviennent rares et qu'il y aura une concurrence entre groupes sociaux pour en bénéficier. D'autre part, un raidissement raciste, plus général, qui lui profite. Il faut répondre sur ces deux aspects. Si l'antiracisme ne s'arrime pas à la lutte de classe, il peut être perçu comme moralisateur, donc être inefficace. D'un autre côté, si le combat anticapitaliste laisse de côté la lutte contre le racisme, cela ne permet pas de combattre ce qui nourrit le vote RN au quotidien. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR FLORENT LE DU



Compiègne, le 11 juin.

À Compiègne, l'électorat de droite vire à l'extrême

La commune de l'Oise a placé le parti lepéniste en tête du scrutin européen. Une bascule historique dans ce bastion de la droite.

Compiègne (Oise), envoyé spécial.

Même à 90 ans, on peut être surpris par le cours de l'histoire. « Je n'ai jamais vu ça et pourtant j'en ai vu des choses », souffle Jean-Claude, retraité du barreau. J'ai l'impression qu'ils deviennent tous fous. Tous ! » À la sortie du passage du Marché-aux-Herbes, mardi, il se confie. Lors des européennes, il a fait comme d'habitude : voter à droite. Plus par habitude que par conviction. Pour LR et son candidat, François Xavier Bellamy. « Un homme sans consistance, mais respectable », juge-t-il. Et pour les élections législatives du 30 juin, il fera de même, encore. « Si je dois être le dernier, je serai le dernier », promet-il. Mais vous savez, ici, on est de moins en moins à penser ça. La droite joue vraiment au con depuis quelque temps et tout le monde suit. »

Une affirmation qui se vérifie dans les résultats électoraux. Entre 1977 et 2022,

Compiègne votait à chaque élection en faveur des candidats de droite – RPR, UMP, LR ou Renaissance. Jusqu'au premier tour des dernières législatives où le parti d'extrême droite a rivalisé, jusqu'à devancer la droite d'un petit point, avant de s'incliner lourdement au second tour. Dirigée depuis 1987 par l'ancien sénateur LR, Philippe Marini, la ville est tombée aux européennes dans les bras de Jordan Bardella, en tête avec 24,85 % des voix, largement devant Valérie Hayer (16,46 %), en recul de 10 points par rapport à 2019.

« Ça devait arriver », estime Claude, 70 ans, retraité de l'industrie du verre. Installé sur un banc au pied de l'église Saint-Jacques, il confie « faire du blanc » dans l'isoloir. Avant de se révéler. « Bon, cette fois, j'ai voté Bardella. Mais j'en ai pas voté pour l'extrême droite, il faut arrêter avec cette étiquette utilisée pour nous faire peur, ça ne veut plus rien dire. » Jusqu'ici électeur de la droite « classique », puis en 2017 d'Emmanuel Macron, avant de

s'abstenir ensuite, il justifie son nouveau vote (qu'il entend répéter le 30 juin) par sa volonté de « retrouver un pays qui ressemble à quelque chose. Un pays nettoyé ». « Je ne suis pas pour la gloriole, mais on a quand même été un grand pays », explique-t-il. Aujourd'hui, c'est fini. » Pour preuve, il dégage une anecdote : « L'autre jour, ma femme a eu un petit problème de santé, rien de méchant. Mais, à la pharmacie, ils lui ont fourni pour une semaine de médicaments alors qu'elle devait suivre un traitement pendant trois semaines. Pas par choix, parce qu'ils n'arrivent plus à se fournir ! Nous sommes devenus un pays du tiers monde. »

« CINQUANTE NUANCES DE GRIS »

Devant l'hôtel de ville, sous la statue de Jeanne d'Arc, Murielle, 52 ans, commerçante, a suivi le même parcours électoral. « Je vous préviens, si vous me parlez de vos conneries d'arc républicain, je m'en vais », avertit-elle, goguenarde. Il faut arrêter avec cette hypocrisie : entre LR, Renaissance et le RN, c'est poreux depuis longtemps. Mais maintenant, c'est 50 nuances de gris. On s'en aperçoit. Sauf que, parmi les trois, il y en a un qui n'a pas encore eu sa chance. Et c'est le parti qui parle le plus de ce que l'on vit. » Et de poursuivre : « Regardez en Italie : est-ce que c'est pire depuis que Meloni est au pouvoir ? »

Sur la terrasse du café le Cahors, à quelques mètres de là, Jérôme et Ilana, 38 et 36 ans, grillent une cigarette. L'un travaille dans l'immobilier, l'autre est mère au foyer. Face à eux, des panneaux électoraux et ce qu'il reste de propagande. « Il faudrait vraiment nettoyer tout ça », interrompt le premier, sourire en coin. Les affiches ? « Non... Eux, là ! » se gendole la seconde, pointant quatre jeunes hommes à la peau mate, attablés. Tous les deux étaient jusqu'ici abstentionnistes. Et ce malgré les pressions récurrentes de leurs parents « de droite ». « Chirac, Fillon, tout ça quoi », précisent-ils. Mais, en 2024, ils ont retrouvé le chemin des urnes et voté RN. « La ville se transforme peu à peu, la délinquance se propage, croit Jérôme. Il suffit de voir ce que devient le quartier du Clos-des-Roses... » Ilana le coupe : « On est devenus les putes de l'immigration. »

Abritées de la pluie tout près de l'abbaye Saint-Corneille, deux femmes soufflent à l'évocation des discours de ce type qu'elles entendent partout. Même si elles se disent « plutôt de gauche », elles n'ont pas voté aux européennes, mais comptent le faire aux législatives. « Ça devient irrespirable, ça donne plus envie de fuir que de participer », déplore Marie, conseillère bancaire de 33 ans. Mais je ne sais pas si c'est une histoire de droite ou de gauche. Tout le monde est électrique, je ne sais même pas ce qui pourrait encore nous réunir. » Elle passe sa main dans ses cheveux, se gratte le haut du crâne, et reprend brutalement : « Ah si, la fatigue, peut être. » ■

ANTHONY CORTES

« Un réactionnaire est un somnambule
qui marche à reculons. » Franklin Delano Roosevelt

L'HOMME DU JOUR



Kamel Brahmi

Convoqué à la maison de justice et du droit de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le secrétaire départemental de la CGT a été entendu ce mardi 11 juin pour un délit d'« outrage ». Les faits qui lui sont reprochés remontent au 4 avril. Ce jour-là, Kamel Brahmi participe à un rassemblement pacifique avec plusieurs dizaines d'habitants de la Seine-Saint-Denis à l'occasion de l'inauguration par Emmanuel Macron du stade nautique de Saint-Denis, nouvel équipement phare des jeux Olympiques. L'objectif est alors de protester contre le manque de moyens dont souffre le département. Aux abords du Stade de France, le cortège est conduit sous escorte vers la station du RER B Saisissant au vol des propos imputés au cégétiste, les policiers interpellent Kamel Brahmi et le placent en garde à vue pendant sept heures.

Lors d'un rassemblement de soutien, ce mardi, le représentant syndical a réaffirmé son innocence devant une assistance fournie aux couleurs de la CGT, de FO, de Solidaires et de la FSU. « Je n'ai jamais insulté un policier, je veux changer la société avec mes camarades syndicaux », assène le père de deux enfants, qui se dit « serein » et « combatif » quelques heures avant sa convocation devant le substitut du procureur. « Notre camarade est connu pour son flegme et son calme à toute épreuve », corrobore Stéphane Peu, député communiste de Seine-Saint-Denis qui parle d'« un dossier monté de toutes pièces par la police ». Pour la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, la convocation de Kamel Brahmi fait partie du « tour de France des commissariats » qu'elle parcourt depuis que la vague de répression anti-syndicale déferle. ■

LÉA PETIT SCALOGNA

L'œil de Gros

MACRON JOUE À LA ROULETTE RUSSE



LA BONNE NOUVELLE La multinationale Chiquita se prend enfin une banane

La multinationale états-unienne de la banane Chiquita Brands, nouveau nom de l'United Fruit Company depuis 1989, l'une des entreprises les plus emblématiques des coups tordus, de la corruption, impliquée dans plusieurs coups d'État en Amérique latine, a de nouveau été condamnée dans son pays pour ses agissements en Colombie. Un jury de Floride a déterminé que l'entreprise était civilement responsable des assassinats commis par les forces des Autodéfenses unies de Colombie, narco-milice d'extrême droite liée aux propriétaires terriens. Neuf personnes avaient porté plainte ; huit ont été

reconnues victimes : la compagnie a été condamnée à une indemnisation de 2 à 2,7 millions de dollars pour chacune d'elles. Le géant américain avait reconnu avoir financé le groupe paramilitaire entre 1997 et 2004 et avait déjà été condamné en 2007 par un tribunal de Washington à payer une amende de 25 millions de dollars. Avec ce nouveau verdict, c'est la première fois qu'une multinationale américaine est condamnée dans son pays pour complicité de violations des droits humains à l'étranger. Pensons-y au moment d'acheter des bananes. ■

BENJAMIN KÖNIG

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Presse Après la fin de sa publication papier, fin septembre, la rédaction de Causette a annoncé que le mensuel a été placé en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Un coup dur pour le titre féministe fondé en 2009, dont les salariés « cherchent un repreneur » pour « renaître au plus vite ».

Sciences Grâce à leurs poils, qui captent l'électricité statique émise par leurs ennemis, certaines chenilles se mettent en mode « défense » face à un potentiel agresseur, accumulant des charges électrostatiques. Une découverte qui donne de nouvelles clés pour comprendre l'évolution.

LE BILLET
DE MAURICE
ULRICH

Solidarité

C'est un mouvement de solidarité comme il en est peu aux États-Unis, avec 170 millions de followers sur X, invités à rejoindre toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans un combat inédit contre une décision de justice prise par un tribunal du Delaware, venant priver un citoyen américain et dirigeant d'entreprise de la rémunération qui lui avait été accordée par ses actionnaires. La juge avait estimé qu'ils n'étaient pas réellement indépendants et, même, qu'ils avaient été trompés par le dirigeant concerné. Pour d'autres, en revanche, qui ont initié la campagne de soutien et appellent à un autre vote, demain, ceux des actionnaires qui ne se sont pas encore prononcés, « le temps presse. La valeur que nous voulons vous offrir est en danger. Votez pour protéger Tesla et votre patrimoine ». Eh bien, oui, il s'agit du groupe Tesla avec la rémunération prévue pour son patron, Elon Musk : 56 milliards de dollars. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, précise Robyn Denholm, une dirigeante du groupe, « ce n'est pas une question d'argent ». Qui pourrait penser ça ? ■

! C'EST UN SCANDALE

Les jeunes du 93, présumés délinquants

À l'approche des jeux Olympiques, la chasse aux jeunes présumés délinquants fait rage en Seine-Saint-Denis. Ainsi les professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) du département viennent de recevoir une injonction pour le moins surprenante : ils ont été astreints à limiter leurs congés sous prétexte que le gouvernement « anticipe une hausse de la délinquance durant la période des JOP ». « Les jeunes pris en charge sont donc de facto présumés coupables d'infractions pénales qu'ils n'ont pas encore commises », dénonce le Snes-FSU de la PJJ. Pire encore, il a été demandé aux professionnels de faire remonter à la direction territoriale de la PJJ l'identité des adolescents prétendument « à risque », dénonce encore le syndicat. Dangereuse est la tendance à confondre éducation, protection et... délation !

Radio France vire Meurice pour « déloyauté »

SERVICE PUBLIC Suspendu de l'antenne depuis le 2 mai, l'humoriste a reçu, le 11 juin, sa lettre de licenciement pour faute grave. L'entrave à la liberté d'expression est lourde, dans un climat politique déjà délétère.

Le timing est effarant : la direction de Radio France a décidé de licencier Guillaume Meurice, alors même que la menace brune plane sur le pays. En cause, selon la pédégère de la Maison ronde, Sibyle Veil, la « déloyauté » de l'humoriste, qui, non content de réitérer à l'antenne sa blague sur Benjamin Netanyahu, « nazi sans prépuce », le 28 avril, a rédigé un livre et refusé de présenter des excuses aux auditeurs. Guillaume Meurice a reçu sa lettre de « rupture anticipée de son contrat » pour « faute grave » par courrier et a annoncé son licenciement sur les réseaux sociaux. La conséquence directe de cette décision est la démission des humoristes Aymeric Lompret et GiedRé, et de l'autrice Laélia Véron, trois voix phares de l'émission de Charline Vanhoenacker, le *Grand Dimanche soir*.

Benoît Gaspard, représentant syndical SUD qui a accompagné Guillaume Meurice en commission disciplinaire, est en colère : « Il y a eu un déchaînement médiatique



En septembre 2023, à la Fête de l'Humanité. PABLO BAILLEUL

l'année dernière au mois de novembre. On a l'impression que, aujourd'hui, Sibyle Veil a cédé à ces pressions qui viennent des médias privés comme CNews, mais aussi du gouvernement et de parlementaires qui

n'ont pas hésité à tacler cette liberté de ton », s'indigne-t-il. Le syndicaliste estime qu'« il y a aussi une façon de ne pas complètement assumer cette décision ou du moins d'en limiter l'impact. Parce que,

dans l'actualité dramatique qu'on connaît là, Sibyle Veil se dit que ce licenciement fera peut-être moins de bruit ». En interne, une voix anonyme assure que « la société des journalistes et la société des producteurs de Radio France condamnent » cette décision. Elles auraient aimé se battre publiquement pour Guillaume Meurice et l'avenir du *Grand Dimanche soir*. Mais en sont empêchées par la grave crise politique que traverse le pays et l'audiovisuel public.

« CRISE D'EGO DE SIBYLE VEIL »

La PDG de Radio France se défend pour tant, dans un long courrier en interne, de toute volonté de museler l'humour politique sur les antennes. « En réitérant ses propos à l'antenne, Guillaume Meurice a ignoré l'avertissement qu'il avait reçu, la mise en garde de l'Arcom et a détourné la décision du procureur. Il ne nous a pas laissé d'autre choix que de tirer les conséquences de son obstination et de sa déloyauté réitérées ! » martèle-t-elle.

Dans la Maison ronde, ça râle. Il se sursure qu'Adèle Van Reeth, la directrice de France Inter, aurait envoyé un mail de soutien à Guillaume Meurice et Charline Vanhoenacker. « Sibyle Veil fait une crise d'ego, parce qu'elle n'a pas supporté cette blague personnellement. Son mail aux salariés est truffé de fausses informations, comme lorsqu'elle parle de sanction de l'Arcom, alors que c'était un avertissement », s'insurge un journaliste. Dans tous les cas, dans un contexte politique si tendu, la décision de licencier Guillaume Meurice inquiète, à l'instar de cette voix de la station qui préfère rester anonyme : « L'extrême droite nous attaque constamment. Sibyle Veil aurait pu garder la tête haute. Aujourd'hui, elle se couche. » *Dimanche soir*, Charline Vanhoenacker twittait déjà, mordante et désabusée : « L'Assemblée nationale est dissoute avant le *Grand Dimanche soir*, on est dégoûtés. » ■

CAROLINE CONSTANT ET HONORINE LETARD

À celles et ceux qui ont récemment basculé du côté du **Rassemblement national** en pensant que, finalement, ils ne seraient « pas si fachos » et que, après tout, ce serait eux, les plus proches de leurs problématiques quotidiennes. À certaines personnes de ma famille aussi, car les statistiques sont des êtres humains, et en particulier à cette femme si forte et courageuse qui a toujours cru en la promesse républicaine et me disait petite, après avoir enchaîné dans une même journée son travail de secrétaire commerciale et celui de femme de ménage : « Travaille bien à l'école et tu feras tout ce que tu veux. » À toutes ces personnes désabusées par la classe politique, qui ne sont ni racistes ni extrémistes mais épuisées. L'extrême droite ne fait que capitaliser sur votre colère. Une colère légitime car, oui, notre système est malade. Oui, les services publics manquent de budget et l'inflation semble ne jamais s'arrêter. Oui, l'ascenseur social ne fonctionne plus. Oui, la plupart de nos politiques ne pensent qu'à leur carrière personnelle. Oui, on devrait pouvoir entendre des discours de gauche sur des problématiques que l'extrême droite s'approprie

LA CHRONIQUE FÉMINISTE DE
VIOLAINE DE FILIPPIS-ABATE
AVOCATE



Lettre ouverte aux nouveaux électeurs RN

comme la laïcité ou la République. Oui, la droite, le centre et même la gauche ont été décevants. Mais, sous ses discours populistes et ses promesses de vie meilleure, le **Rassemblement national** vous cache son véritable ADN : la haine. Le RN n'a jamais porté la moindre volonté de vous protéger. Il l'a déjà démontré plusieurs fois. Pour ne citer que quelques exemples, en 2022, au Parlement européen, le RN a voté contre l'instauration

d'un salaire minimum dans l'Union européenne (UE). En 2024, ses députés étaient absents ou bien se sont abstenus au moment de voter une résolution appelant à inclure l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. À la même époque, le RN a également voté contre le règlement européen mettant en place plusieurs mesures pour protéger l'indépendance et le pluralisme des médias. On comprend bien pourquoi, au regard de toutes les heures passées par certaines chaînes à banaliser l'extrême droite... Ces chaînes qui, bien sûr, ne vous parlent pas des positions du RN qu'on vient d'évoquer plus haut et que vous n'avez pas le temps ou l'énergie d'aller consulter. **Il n'est pas encore trop tard pour réaliser que vous êtes en train de faire fausse route.** Nous pouvons encore nous rassembler, à l'image de mon grand-père, ouvrier, qui, après une vie à avoir voté à droite, ne donnera jamais sa voix au RN : « On dirait 1940 », m'a-t-il dit les larmes aux yeux. Alors, bien sûr, faire front ensemble ne réglera pas les problèmes d'un coup de baguette magique, mais cela évitera que cette baguette ne se retrouve entre des mains très dangereuses. ■

EN LUTTE

**HÔPITAL À L'AGONIE À MAYOTTE**

Lundi 10 juin, les médecins du CHM de Mamoudzou ont organisé un mouvement de grève pour protester contre « une médecine au rabais ». Leur syndicat s'inquiète « du manque de personnel médical et de la dégradation de l'accès aux soins ».

DÉBRAYAGE DANS LES LABORATOIRES

Des salariés des 11 sites des laboratoires de biologie médicale Unilabs BioCT, basés dans l'Aube, la Marne et l'Aisne, ont cessé le travail ce mardi à l'appel de la CFDT. Rassemblés devant certains des laboratoires, ils ont revendiqué des hausses de salaire.

GRÈVE DES AIGUILLEURS À LA SNCF

Dans les Hauts-de-France, les aiguilleurs de la SNCF ont lancé un préavis de grève jusqu'au 13 juin, pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail liée à une charge accrue consécutive à la centralisation des territoires et à la digitalisation des tâches.

Assurance-chômage, la bataille se poursuit

PROTECTION SOCIALE

Les opposants à la réforme affichent leur unité, alors que la convocation de nouvelles élections législatives bouleverse en partie leur plan. Ce mardi, dans la soirée, ils ont fait valoir leurs arguments lors d'une conférence de presse commune.



Conférence de presse rassemblant les principales organisations syndicales, le 11 juin.
Au premier plan : Frédéric Souillot (FO), Sophie Binet (CGT) et Marylise Léon (CFDT). AYOUN BENKARROUM

« **P**endant les travaux, la vente continue. » C'est par cette phrase aussi sibylline que maladroite (de quelle vente s'agit-il ? du bradage de notre modèle social ?) que la ministre Agnès Pannier-Runacher a annoncé que la réforme de l'assurance-chômage

suivait son cours, en dépit de la dissolution de l'Assemblée nationale. Pour mémoire, un décret actuellement en préparation vise à durcir encore une fois les conditions d'accès à l'indemnisation (il faudra avoir travaillé 8 mois au cours des 20 derniers pour y avoir droit, contre 6 mois sur 24 actuellement) ; tout en raccourcissant la durée maximale d'indemnisation à 15 mois contre 18 actuellement. Le gouvernement veut également relever l'âge au-delà duquel la durée d'indemnisation s'allonge (57 ans contre 55 actuellement).

Ce mercredi 12 juin, ledit décret doit passer devant la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle (CNNCEFP), pour un avis consultatif des organisations syndicales, qui ne font pas mystère de leur hostilité au projet.

Ensuite, le décret devra être examiné par le Conseil d'État, avant d'être promulgué au 1^{er} juillet pour entrer en vigueur au 1^{er} décembre.

Face au texte, une vaste coalition regroupant l'ensemble des syndicats, plusieurs partis politiques de gauche et du centre, ainsi que des chercheurs spécialistes du sujet, espère faire dérailler ce processus bien huilé, tout en étant consciente de la difficulté à mobiliser les foules sur la question. Jusqu'à l'annonce de la dissolution, ce front antiréforme comptait batailler au moins dans l'Hémicycle, en soutenant une proposition de loi (PPL) portée par le groupe Liot.

Le texte, déjà validé en commission des Affaires sociales, vise à marquer un coup d'arrêt à la politique macroniste en matière d'assurance-chômage. En 4 articles, la PPL

torpille les fondements des dernières réformes, en supprimant le principe de contracyclicité (selon lequel les durées d'indemnisation varient en fonction du taux de chômage), tout en garantissant que la durée d'indemnisation maximale des privés d'emploi ne puisse passer en dessous du seuil des 18 mois. Las ! La suspension du travail parlementaire, pour cause de dissolution, fait tomber leur plan à l'eau : la PPL, qui devait être examinée en séance plénière le 13 juin, ne sera finalement pas présentée.

Les opposants à la réforme ne désarment pas pour autant. Ce 11 juin, une conférence de presse rassemblant les dirigeants des cinq principaux syndicats, ainsi que plusieurs chercheurs (comme la sociologue Claire Vivès ou l'économiste Michael Zemmour), s'est tenue au Conseil économique, social et environnemental (Cese). Objectif :

L'AGENDA



13 juin Les personnels de l'Autorité de sûreté nucléaire sont appelés par le syndicat UNSP FO à faire grève pour dénoncer la « trahison » du gouvernement,

qui ne prévoit pas pour eux d'augmentations de salaire.
13 juin Manifestation de la CGT en soutien aux compagnons d'Emmaüs en grève avant l'ouverture du procès des dirigeants

de deux communautés dans les Hauts-de-France.
Rassemblement à 12 heures, devant le tribunal judiciaire de Lille.
13, 21 et 25 juin Les dockers seront en grève, à l'appel de la CGT,

pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la réforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.

démonter les arguments de l'exécutif. « Rien n'oblige le gouvernement à faire passer le décret en juillet », a affirmé Sophie Binet (CGT), qui a souligné que la dissolution de l'Assemblée nationale interdisait le débat autour de la PPL Liot : « C'est un déni démocratique », affirme-t-elle. « Macron dissout l'Assemblée en disant redonner la parole au peuple, alors qu'il fait exactement le contraire pour l'assurance chômage », abonde Cyril Chabanier (CFTC).

UNE ÉCONOMIE INJUSTIFIÉE

Tous les responsables syndicaux sont revenus sur les arguments économiques brandis par Emmanuel Macron. Pour justifier le bien-fondé de sa réforme, l'exécutif évoque notamment la nécessité de réaliser des économies sur les dépenses publiques. Le gouvernement compte ainsi économiser 3,6 milliards d'euros à travers ses mesures, un chiffre sous-estimé selon l'Unédic, qui évoque une fourchette plus élevée. « En régime de croissance, quand la pleine montée en charge sera atteinte d'ici quatre à cinq ans, ces mesures représenteraient entre 4 milliards et 5,4 milliards d'euros de moindres dépenses par an », écrit l'organisme. Un montant astronomique (la réduction de la durée d'indemnisation de février 2023 ne visait « que » 4,5 milliards d'euros d'économies), que ne justifie aucune urgence financière.

En effet, l'Unédic cumule déjà les excédents, puisque le solde financier du régime s'élèverait à 900 millions d'euros en 2024. Et encore, la santé de l'organisme serait encore plus florissante, si le gouvernement n'avait pas décidé de puiser dans ses caisses pour financer France Travail et France Compétences (chargé de financer la formation professionnelle et l'apprentissage). Cette année, le solde de l'Unédic s'élèverait à 3,6 milliards d'euros, sans les ponctions de l'État. « Le seul objectif de la réforme est d'appauvrir les chômeurs », assène François Hommeril (CFE-CGC). Évoquant une réforme sans précédent, Michael Zemmour estime que 250 000 chômeurs risquent de se voir privés d'indemnisation tous les mois. ■

CYPRIEN BOGANDA

Atos choisit Onepoint comme repreneur

NUMÉRIQUE L'informaticien français et ses créanciers ont opté pour l'offre qui promet de conserver l'unité du groupe. La CGT reste vigilante pour garantir les emplois.

I l a fallu hâter la conclusion autour du sort d'Atos, après de longs mois d'incertitude. C'est que l'entreprise est le pilier technologique des JOP de Paris (gestion des accréditations, des résultats, de la cybersécurité...) et ne pouvait être davantage fragilisée. C'est l'offre de reprise menée par Onepoint, entreprise de David Layani et déjà actionnaire d'Atos, qui a été choisie au détriment de celle de l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky. « L'accord définitif de restructuration financière sera ensuite mis en œuvre par le biais d'une procédure accélérée d'ici juillet 2024 », a précisé Atos, mardi, dans un communiqué.

S'il ne s'était pas prononcé en faveur d'une offre, Pascal Besson, le délégué central CGT chez Atos, n'est pas mécontent d'avoir échappé à Kretinsky, qui ne garantissait pas l'unité du groupe, si importante pour le syndicat. « Mais, financièrement, David Layani est un Petit Poucet à côté

du milliardaire tchèque, il nous sauve de la cessation de paiement, promet de garder le groupe dans son ensemble, mais jusqu'à quand ? » questionne le syndicaliste.

EN ATTENDANT BERCY

Fabien Gay, corapporteur de la mission sénatoriale sur Atos et directeur de l'Humanité, partage cette analyse : « Kretinsky n'était intéressé que par la filiale Tech Foundations. C'est son fonds de commerce : il achète à bas prix des structures aux activités déclinantes et il fait cracher jusqu'au bout. Au moins, David Layani a une vision du groupe dans son entièreté », estime le sénateur communiste.

Concrètement, le nouveau patron prévoit de convertir à hauteur de 2,9 milliards d'euros de dette (sur près de 5 milliards) en fonds propres, et d'emprunter afin d'apporter 1,5 milliard de plus. L'homme d'affaires passerait de 10 à 21 % du capital d'Atos, et 9 % pour les principaux créanciers.

Cette annonce de refinancement devrait freiner la fuite des clients d'Atos, échaudés par les incertitudes autour de l'avenir du groupe. Voilà deux ans que des « investisseurs » comme Kretinsky tentent de croquer des bouts du groupe. Et, avec l'endettement, creusé par une mauvaise gestion, l'entreprise a perdu 98,5 % de sa valeur en Bourse malgré son savoir-faire et ses contrats publics. Par communiqué, David Layani s'est dit « entièrement mobilisé pour qu'Atos redevienne un acteur majeur de la souveraineté numérique » et veut « aboutir rapidement à une solution pérenne, qui dote le groupe d'un bilan assaini, d'un projet clair ».

Mais il reste bien des points à éclaircir, et les syndicats espèrent rencontrer le nouveau patron dans les plus brefs délais. « Veut-il maintenir deux entités ou fusionner à terme Atos et Onepoint ? » s'interroge, par exemple, Pascal Besson, qui craint alors des licenciements. Fabien Gay propose que « l'État prenne une part dans le capital, par la BPI, en échange de garanties sur le maintien de l'emploi sur le long terme ». La CGT attend d'ailleurs des nouvelles de Bercy, qui avait promis, fin avril, de protéger, voire de nationaliser les activités défense et nucléaire d'Atos, mais n'a toujours pas précisé la manière, ni le périmètre. ■

PIERRIC MARISSAL



« Je n'ai pas de Smith & Wesson à vous mettre sur la tempe évidemment pour vous forcer... » Cette phrase,

tendue par le DRH de la société Neuhauser, à l'intention des élus, lors de la réunion du CSE consulté pour avis sur le licenciement du militant CGT Christian Porta, le 16 février 2024, est à l'image de la violence patronale de cette affaire dont le tribunal judiciaire de Sarreguemines a de nouveau été saisi en référé d'heure à heure, le 28 mai dernier. Le 7 février 2024, soit cinq jours avant le début d'une grève, M. Porta se faisait remettre une lettre de convocation à un entretien préalable avec mise à pied à titre conservatoire. Le site lui était alors interdit par des agents de sécurité et des gendarmes. Par ordonnance du 16 février 2024, le tribunal, qui était saisi une première fois, jugeait que cette interdiction portait très clairement atteinte à la liberté syndicale.

La société le laissait alors entrer, mais n'hésitait pas à le faire suivre en permanence par un huissier de justice et ce, même jusqu'aux toilettes ! En parallèle, alors que l'inspection du travail refusait le licenciement du militant après une enquête contradictoire, la société assumait sans scrupule

LA CHRONIQUE JURIDIQUE DE MAUDE BECKERS
AVOCATE



Guerre d'usure chez Neuhauser

de violer cette décision et affirmait dans la presse qu'elle irait au bout de la procédure ! Dans la foulée, elle adressait une lettre de licenciement pour faute grave au salarié. Confronté à l'illégalité incontestable de cette sanction prononcée en violation d'une décision administrative, le conseil de prud'hommes de Forbach, statuant en référé le 24 mai, jugeait que la rupture constituait un trouble manifestement illicite et ordonnait la réintégration du militant.

Imperturbable, la direction convoquait une nouvelle fois le salarié à un entretien préalable et lui interdisait de nouveau l'accès au site. C'est dans ce contexte d'acharnement que Christian Porta et la CGT étaient de nouveau contraints de saisir en référé le tribunal judiciaire de Sarreguemines. Par ordonnance, le 30 mai, le tribunal ordonnait pour la seconde fois de laisser M. Porta accéder au site pour lui permettre d'exercer ses mandats et interdisait à la direction de le faire suivre par un huissier sous peine d'une astreinte de 5 000 euros par jour. Le tribunal relevait en outre que les atteintes réitérées à l'exercice du droit syndical des salariés de la SA Boulangerie Neuhauser et le licenciement d'un salarié protégé, malgré le refus d'autorisation de l'inspecteur du travail, caractérisaient le délit d'entrave, et transmettait les éléments de la procédure au procureur de la République en application de l'article 40 du Code de procédure pénale. Cette affaire démontre qu'il est aujourd'hui plus que nécessaire que le procureur de la République poursuive la délinquance décomplexée dans les rangs patronaux. ■

L'extrême droite vise l'hégémonie culturelle



EUROPE

Fini les slogans

tapageurs sur la sortie de l'UE. La campagne des élections a été marquée par le discours des partis nationalistes sur la défense de l'identité européenne contre les « élites de gauche ». Une invitation à reprendre le contrôle du récit depuis Bruxelles.



Le 3 décembre 2023, à Florence, les dirigeants des 14 formations du groupe Identité et Démocratie étaient réunis par l'Italien Matteo Salvini. ANDREAS SOLARO/AFP

Viktor Orbán et ses avatars de l'extrême droite continentale s'imaginent-ils en taureaux blancs qui, tel Zeus, se seraient métamorphosés pour arracher la princesse Europe à ses terres orientales ? Toute la campagne fut ainsi marquée par un thème : celui de la défense de la civilisation européenne. Fait résolument nouveau de ces élections, la nation ne constitue plus le seul point de fixation des formations xénophobes. Cet investissement sur l'Union européenne (UE) – peu nombreux sont ceux qui évoquent encore une sortie, hormis l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et le Néerlandais Geert Wilders, qui l'a inscrite dans son programme sans s'y attarder dans ses discours – relève d'une bataille culturelle afin de réaliser l'objectif suprême : se débarrasser de la gauche par une phraséologie qui laisse songeur. « Le rêve européen a été violé par une élite de gauche. J'en appelle à tous les partis critiques à l'égard de cette Union européenne : unissons-nous et collaborons, redéfinissons ensemble le cap », a déclaré le Belge Gerolf Annemans (Vlaams Belang).

Le 3 décembre 2023, à Florence, sur invitation de Matteo Salvini (la Ligue), 14 partis nationalistes se sont ainsi

succédé à la tribune afin d'exalter « la loi romaine et les valeurs chrétiennes », selon les termes de Roman Fritz, vice-président de la Confédération de la couronne polonaise. Pour ces élections, le programme du premier ministre hongrois Viktor Orbán (Fidesz) était résumé par un slogan : « Non à l'immigration, à l'affirmation de genre et à la guerre », mêlant les thématiques comme si elles relevaient d'une seule et même logique. Le chef du gouvernement, qui entend jouer un rôle clé dans la structuration des extrêmes droites continentales et mondiales, s'est vivement opposé au pacte asile et migration européen, pourtant largement inspiré par les obsessions de son camp et les logiques d'externalisation du droit d'asile. En quelque sorte, Viktor Orbán poursuit là le rôle attribué à la Hongrie dès son adhésion à l'UE en 2004. Comme de coutume pour les pays candidats, celle-ci s'était en effet

muée en avant-poste de la protection des frontières. Dans le discours du Fidesz, la défense du « bastion » européen contre l'émigration vers les marchés du travail occidentaux s'est rapidement transformée en défense d'une identité civilisationnelle enracinée dans un héritage chrétien. Et d'ériger une communauté imaginée qui se définit par opposition à ce qui lui serait extérieur ou étranger.

POUR FRATELLI D'ITALIA, C'EST « DIEU, FAMILLE, PATRIE »

À Londres en 2023 ou à Budapest en 2024, la conférence « NatCon » (nationalistes et conservateurs) a rassemblé les extrêmes droites européennes et occidentales. La promotion de la famille traditionnelle en constitue l'un des piliers. Le parti de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), qui a confirmé aux européennes son ancrage

national (28,7 %) et son hégémonie sur la coalition gouvernementale qu'il dirige avec Forza Italia (9,6 %) et la Ligue (8,98 %), défend lui aussi une politique nataliste. Depuis 2022, la formation ultranationaliste et conservatrice a porté une série de mesures en ce sens et s'est attaquée à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) afin de lutter contre l'immigration. Un amendement a ainsi ouvert la voie à l'intervention d'associations anti-IVG dans les structures organisant l'accès à l'avortement. Professeur à Sciences-Po, Marc Lazar rappelait dans *Alternatives économiques* que « son mot d'ordre favori est "Dieu, famille, patrie". Elle défend ce qu'elle appelle le "droit au non-avortement", elle veut réduire la possibilité pour les femmes de recourir à l'IVG, elle refuse l'adoption d'enfants par des couples de même sexe, elle fustige le "lobby LGBT", elle condamne la théorie du genre ».

La dirigeante italienne n'a jamais caché ses accointances avec la Hongrie de Viktor Orbán et la Pologne lorsqu'elle était dirigée par le parti Droit et Justice (PiS). Lors de plusieurs rencontres internationales, Giorgia Meloni s'est affichée avec ceux qui ont multiplié les attaques contre le mariage pour tous et érigé des législations anti-IVG parmi les plus dures d'Europe. Le gouvernement dirigé par les ultraconservateurs du PiS avait lancé, en 2019, le programme d'allocations « Famille 500 + ». Parmi les aides, 500 zlotys (115 euros) étaient versés à partir du deuxième enfant. Après sa défaite aux législatives d'octobre, le PiS a finalement failli l'emporter dimanche, lors des européennes (36,16 %), sur la coalition conservatrice et libérale du nouveau premier ministre, Donald Tusk (37,06 %).

LES POLITIQUES CLIMATIQUES, « UN NOUVEAU TYPE DE COMMUNISME »

En Espagne, la formation Vox affiche son opposition à l'avortement et au mariage homosexuel. Afin de mener ces combats, le parti d'extrême droite s'est rapproché de l'Association catholique des propagandistes (ACdP), une organisation qui a soutenu l'élite franquiste. Membre de Vox, Francisco José Contreras défend, comme Meloni, une politique nataliste contre la menace islamiste. Il affirme s'opposer « à la libéralisation des mœurs, notamment en ce qui concerne les alternatives au modèle de la famille traditionnelle. D'après lui, une société de libre marché est seulement possible si ce sont les familles qui portent le poids du maintien de l'ordre culturel et civilisationnel ».

En Espagne, Vox affiche son opposition à l'avortement et au mariage homosexuel.

Dans son livre, la journaliste féministe et spécialiste de l'extrême droite Sian Norris décrit des formations qui « instrumentalisent l'avortement pour diffuser leurs théories complotistes et, au final, renforcer une idéologie fasciste ».

Le concept du grand remplacement en fait partie et plusieurs partis le reprennent comme l'AfD en Allemagne (15,9 %) ou Matteo Salvini en Italie.

L'extrême droite est également à l'offensive sur les politiques climatiques qu'elle présente comme des valeurs imposées par la gauche. Ce fut particulièrement clair lors du meeting organisé par les néofranquistes espagnols de Vox, à Madrid, en mai, censé construire « une alliance globale entre les patriotes », où la question était érigée au rang d'agression contre les peuples et leur mode de vie. Parangon de ces errements ? Le pacte vert qui, malgré ses concessions aux logiques capitalistes, serait le cheval de Troie de la gauche. En février, l'eurodéputé néerlandais Rob Roos (Juste Réponse 2021) expliquait à Varsovie (Pologne) que le pacte vert « détruisait notre système alimentaire » avant de prévenir : « Nous nous dirions vers ce que j'appelle un nouveau type de communisme. » Un retour à la peur du rouge et aux bêtes à cornes. ■

LINA SANKARI ET VADIM KAMENKA

La gauche « progressiste et sociale » espagnole en crise

La démission, ce lundi, de la ministre Yolanda Díaz du poste de coordinatrice de la coalition Sumar acte une probable restructuration à gauche du PSOE.

Lancée il y a tout juste un an pour prendre la relève d'un Podemos en nette perte de vitesse dans l'espace ouvert à la gauche du Parti socialiste (PSOE), Sumar, la coalition « progressiste et sociale » qui réunit une quinzaine de partis et une fédération de partis, traverse une crise existentielle. Ce nouveau venu sur l'échiquier politique espagnol était, jusqu'à ce lundi, porté par la charismatique Yolanda Díaz, actuelle ministre du Travail et de l'Économie sociale, ainsi que deuxième vice-présidente du gouvernement de coalition dirigé par le socialiste Pedro Sánchez. La récente série de déboires électoraux, d'abord lors de scrutins régionaux (Galice, Pays basque et Catalogne), puis, ce dimanche, aux européennes, a poussé cette encartée au Parti communiste espagnol (PCE) à démissionner de son poste de coordinatrice générale – soit le numéro un – de la coalition.

Avec seulement 4,7 % des voix, la déception est grande : Sumar n'a obtenu que trois eurodéputés. Izquierda Unida (IU, fédération de partis composée notamment par le PCE) n'aura plus de sièges à Bruxelles pour la première fois

depuis 1987, laissant le tonitruant Manuel Pineda sans son mandat. Le concurrent de gauche, Podemos, est certes devancé (le parti a obtenu 2 sièges avec 3,3 % des suffrages), mais la formation fondée par Pablo Iglesias a choisi d'aller seule au combat, tandis que Sumar représente plus de dix forces différentes. De là à remettre en doute le poids réel de la coalition – sorte de plateforme virtuelle sans structure claire, ni militants – au sein de la gauche du PSOE, il n'y a qu'un pas.

BESOIN D'UN ESPACE « PLUS HORIZONTAL »

Le résultat de ce dimanche est avant tout la conséquence d'un contexte politique très défavorable. Sumar, avec plusieurs ministres au gouvernement, n'a pas réussi à se démarquer du PSOE et de sa gestion, restant dans l'ombre du parti de Pedro Sánchez dans une campagne transformée par la droite en plébiscite autour de la figure du président du gouvernement. Mais les erreurs stratégiques sont bien là, avec notamment le choix d'une tête de liste novice en politique et inconnue des électeurs il y a encore quelques mois. La fuite de certains de ces

derniers vers un Podemos porté par l'ancienne ministre de l'Égalité, Irene Montero (gouvernement Sánchez II, 2020-2023), et en capacité de tirer à boulets rouges sur le gouvernement, était prévisible. Toutefois, la crise couvait en interne depuis plusieurs mois, avec notamment des critiques portées par divers partis membres de la plateforme sur l'incapacité des dirigeants – ou de la dirigeante – à donner leur juste place aux diverses organisations comptant pourtant de solides ancrages territoriaux.

Critiquant un projet politique trop « soumis » à la personnalité Yolanda Díaz, Antonio Maíllo, le chef d'IU, a salué une démission qui « facilite le pas que nous devons maintenant franchir », a-t-il déclaré lundi soir. Face à une extrême droite en ascension, Maíllo appelle à une « nouvelle étape » pour la « gauche de transformation », passée à 8 % alors qu'elle obtenait plus du double il y a encore quelques années. Soulignant le besoin de créer « un espace plus horizontal », il a évoqué une alliance de partis impliquant de parler avec tout le monde, y compris Podemos. ■

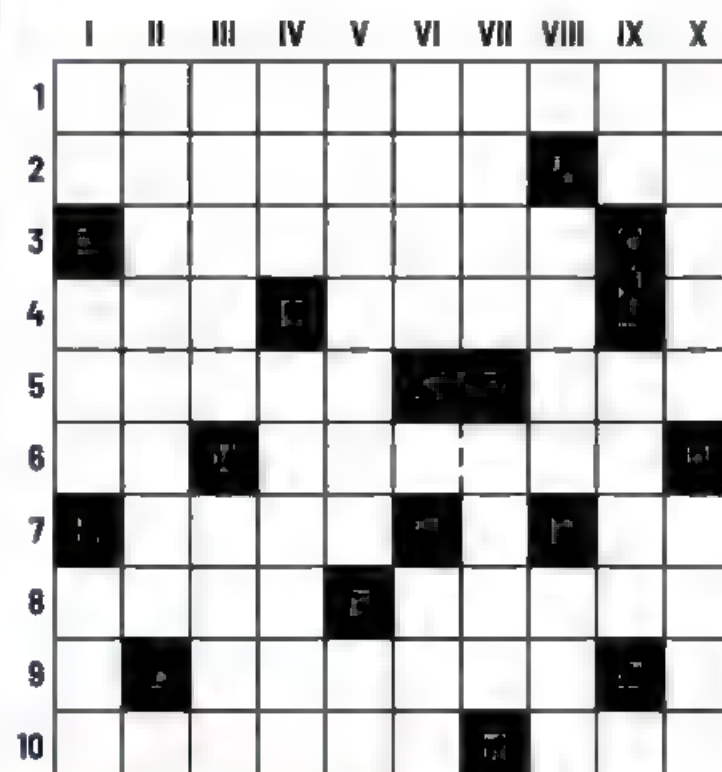
LUIS REYGADA



Yolanda Díaz, le 23 mars, à Madrid. ALBERTO GARDIN/SOPA IMAGES

Les obsèques d'Éric Hazan (lire *l'Humanité* du 6 juin) auront lieu vendredi 14 juin au cimetière du Père-Lachaise à Paris, rendez-vous à 15 h 30 devant l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

MOTS CROISÉS N° 23 961 par Martial Dubois



l'Humanité

Fondateur Jean Jaures **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue
Pieyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34

E-mail: oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél.: 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tel.: 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvere Magnon, directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

VERTICALEMENT

I. Conjonction. Fleuve torrentueux du Languedoc. **Orient.** **II.** Vieux théâtres de foires. **III.** Table consacrée. Logis intimes et confortables. **IV.** Chef des armées sudistes. **Avantageux.** **V.** Titre princier. **Négation.** **VI.** Triste sonnerie. **Bernés.** **VII.** Victoire de Napoléon. **Plie** brutalement une articulation. **VIII.** Occis. **Brame.** **IX.** Pronom familier. **Siège** de la pensée. **X.** Mycose du châtaignier. **Escarpe.**

HORIZONTAL ELEMENT

1. Camelot qui expose sa marchandise sur la voie publique. **2.** Outil du maçon pour remuer et projeter le ciment. Premier. **3.** Éciant. **4.** Retranche. Frère jumeau de Jacob auquel il vendit son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. **5.** Bouquinés une seconde fois. Saison. **6.** Action scoute. Glossine. **7.** Soudée. Tantale. **8.** Proscription. Voyager sans but. **9.** Dépouillé. **10.** Récipients. Ancien bouclier des hommes d'armes.

NE, VI, VIAS, EUS, VII, BNA, IORD, VIII, IUES, REE, IX, LU, IERE, X, ENCRE, ARDU.

SOLUTION. HORIZONTALLEMENT. 1. Etragiaste. 2. Truelle. Un. 3. Etréant. 4. Dre. Essau. 5. Relus. Ete. 6. Ba. Tse-tse. 7. Unie. Ta. 8. Exil. Erreur. 9. Dénudé. 10. Tasses. Ecu. **VERTICALEMENT.** I. Et. Orb. Est. II. Tréteaux. III. Autel. Nids. IV. Lee. Lee. V. Altasse.

Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité :

Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),
Nancy-Print, CILA (Nantes)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du lundi 10 juin 36 511 exemplaires.
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 80% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot: 0,01 kg/tonne





Lundi 17 juin 2024
au Pavillon de l'Arsenal
Paris (4^e) 9^h - 12^h30



Peut-on faire face à la crise du logement ?

Et la solution ?

Focus
 Les effets de la crise du logement sur le développement durable : comment faire face à la demande exponentielle ?

Depuis l'autonomie du logement, la tourmente pour obtenir un logement est une réponse à la crise du secteur, le gouvernement veut accélérer son développement. Pourquoi ? Quels sont les atouts de ce modèle ? Comment faire face à la demande exponentielle ?

avec notamment la participation de :

- Stéphane Peu**
Député de Seine-Saint-Denis
- Marianne Louis**
Directrice générale de l'Union sociale pour l'habitat
- Patrice Leclerc**
Maire de Gennevilliers
- Brigitte Ravel**
Présidente de la Confédération nationale du logement IDF
- Christophe Robert**
Directeur général de la Fondation Abbé-Pierre
- Pierre Bell-Lloch**
Maire de Vitry-sur-Seine
- Delphine Valentin**
Directrice générale d'IDF Habitat
- Jacques Baudrier**
Adjoint au logement à la maire de Paris
- Jean-Pascal François**
Secrétaire fédéral de la CGT construction
- (...)

Inscriptions et renseignements sur :
www.humanite.fr



C'est pas moi,
de Leos Carax.
JEAN-BAPTISTE LHOEUF

Leos Carax, un homme à la caméra

CINÉMA Le metteur en scène profite d'un rendez-vous manqué pour réaliser un moyen métrage en roue libre sur le septième art, le temps qui passe, l'enfance, la vie quoi ! *C'est pas moi* a été présenté à Cannes première lors du dernier Festival.

C'est pas moi, de Leos Carax, France, 40 min

Pour une exposition qui n'a finalement pas eu lieu, le Centre Pompidou avait demandé au cinéaste de répondre en images à la question : « Où en êtes-vous, Leos Carax ? » Vaste question, aussi abyssale qu'un brin provocatrice. Un rendez-vous manqué, comme on loupe un train qu'on regarde s'éloigner sur un quai de gare. « Merde. » Le mot s'affiche après un décompte aléatoire, 7, 4, 3, 12.

« Où en êtes-vous, Leos Carax ? » Se lancer dans un exercice d'introspection, ma vie, mon œuvre. Mais non ! C'est pas le genre de la maison. Carax tente un « *autoportrait de dos* », un « *rêve rêvé* », allongé en pyjama sur un lit défait, avec ses chiens. Il allume une cigarette, les yeux entrouverts. On ne retient que ce que l'on veut des images. Regards subjectifs, éducation à l'image, dis-moi comment tu regardes, ce que tu regardes, et je te dirai qui tu es, ou tu n'es pas. Chez Carax, le cinéma est une illusion poétique, une fulgurance onirique. Six longs métrages et quelques courts en quarante ans. *Boy meets Girl*, ■■■

■ ■ ■ *Mauvais Sang*, *les Amants du Pont Neuf*, *Pola X*, *Holy Motors* et *Annette*. Tournages extravagants par leur démesure, leur puissance, leur audace. Carax, cinéaste d'une génération, d'un siècle qui a connu des instants de bonheur et sa cohorte de malheurs. « *Où en êtes-vous, Leos Carax ?* » L'histoire défile en désordre, Carax la rembobine. Isadore Greenbaum, le petit plombier juif new yorkais, tente d'interrompre un meeting au Madison Square Garden qui réunit 22 000 nazis américains. Geste dérisoire et, pourtant, ce sont ces gestes qui font aussi l'histoire. Festival d'Antibes, Juan-les-Pins, 1969. Les doigts couleur d'ébène de Nina Simone glissent sur les touches blanches du piano. *Four Women*, juste les premières mesures, mais c'est une claque.

On poursuit le voyage. On plonge dans les films de Carax, les siens et ceux qui ont nourri son imaginaire, comme dans un livre ouvert. Carax s'arrête de façon aléatoire. Arrêts sur image intempestifs. Exit la chronologie. Denis Lavant court à perdre haleine, le visage encore enfantin. Denis Lavant se grime, son visage marqué par les rides du temps. Mais c'est toujours Denis Lavant, le double de Carax à l'écran, l'acteur fétiche, pourrait-on dire, celui qui court à perdre haleine dans *Mauvais Sang* tandis qu'éclate *Modern Love* de Bowie. Plus tard, plus loin, la beauté diaphane de Juliette Binoche crève l'écran.

Mais Carax ne s'attarde pas. Il y reviendra, plus tard, plus loin. On avance dans tous les sens, le cinéma peut se permettre de brouiller les cartes du temps. Carax explore les hors-champs, croise les images et les visages, expérimente. Un film « né du jour et de la nuit », lors de ses insomnies.

LE RÉALISATEUR CONVOQUE MÉLIÈS, ALICE GUY, ROBERT BRESSON, GODARD, POLANSKI

Des balbutiements du cinéma, la vue n° 653 de l'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat, des frères Lumière. Premières images animées, panique du public. Le cinéma va bouleverser à jamais notre rapport au monde. Il convoque Méliès, Alice Guy, Robert Bresson, Godard, Polanski, un homme de son siècle, le sien aussi. Il n'excuse ni n'accuse. Il montre. Et ça suffit. John Ford, Dostoïevski, Nicholas Ray, les Femmes, un bouquet de tournesols de Claude Monet et la voix d'Artaud. Images bidouillées, négatifs colorisés. Ceux-là sont ses pairs, ses pères aussi. Puis il va aligner un à un « les salauds » comme il les nomme. Wanted pour crimes : Bachar Al Assad, Ismaël Haniyeh, Benyamin Netanyahou, Trump, Marine Le Pen, Kim Jong-un et Xi Jinping. No comment.

Carax ne se laisse pas envahir par les émotions. Il avance sur le fil d'un film qui se construit sous nos yeux. Un film lui trotte dans la tête, comme une chanson. Sa petite-fille sautille le long de la Seine. Elle court vite, plus vite que son père. Ravel côtoie Miles Davis, Trenet Barbara, Britten Prokofiev, Fairouz Kylie Minogue qui chante *Who Were We ?*, avant de se jeter dans le vide. Reggiani et Bowie. Bande-son d'une époque si proche, si lointaine. Quelles traces laisse-t-on ? Que garde-t-on, que jette-t-on ? Que reste-t-il ? Carax filme, s'amuse, beaucoup, nous provoque, un peu, pour nous sortir de notre torpeur. « *Vite, avant que la mélancolie s'empare de tout* », murmurait Juliette Binoche dans *Mauvais Sang*... ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Un mensonge lourd de conséquences pour Iman

CINÉMA Une collégienne de Sarajevo confirme la rumeur selon laquelle elle a couché avec Damir, un lycéen. Pour balayer les doutes, elle ne cesse d'en rajouter jusqu'à devenir prisonnière de ses affabulations. Un premier long métrage réussi.

Excursion, d'Una Gunjak, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie, France, Norvège, Qatar, 1h 33

La mise en lumière des dysfonctionnements du système scolaire continue sur grand écran. Après le Japon (*l'Innocence*), la France (*Pas de vagues*), la Hongrie (*l'Affaire Abel Trem*), la Turquie (*les Herbes sèches*), l'Allemagne (*la Salle des profs*) et la Belgique (*Amal : un esprit libre*) – la liste n'est pas exhaustive – voilà désormais la Bosnie-Herzégovine avec *Excursion*. Ce premier long métrage, réalisé par Una Gunjak, monteuse de formation, s'intéresse davantage à des dérives qui touchent l'ensemble de la société bosnienne qu'à l'école, stricto sensu, utilisée comme cadre plus que comme moteur du récit.

Tout commence par un simple jeu entre collégiens. Action ou vérité ? Iman préfère mentir lorsqu'une de ses camarades de classe l'interpelle à propos d'une rumeur lancée par un lycéen prénommé Damir. Il se vante d'avoir couché avec elle. Iman confirme

dans une double volonté d'attirer l'attention et de prendre ses désirs pour la réalité. Car elle fantasme une possible relation avec ce garçon plus âgé. Son audace la pousse à tenter, dans une maladroite parade amoureuse, une approche. En vain. Mais elle continue de broder une histoire pour ses copains, jusqu'à ne plus pouvoir revenir en arrière. Prise de vomissements dans la cour de récréation, elle évoque la possibilité d'être enceinte.

HOMOPHOBIE ET HARCÈLEMENT SCOLAIRE DANS UN MÊME ÉLAN

Adoptant le point de vue de son héroïne, Una Gunjak interroge la morale à deux vitesses et les tensions entre les franges conservatrice et libérale de la société bosnienne. Elle s'est inspirée d'un fait divers qui a défrayé la chronique. Sept adolescentes de 13 ans seraient revenues enceintes d'un voyage scolaire. Ce point de départ devient une toile de fond du film et le prétexte de parents pour rechigner à envoyer leur progéniture en excursion. La cinéaste se sert des débats qui s'ensuivent pour pointer la xénophobie ordinaire, le poids du patriarcat ou la religion

stigmatisante. Mais, dans ce récit d'apprentissage, c'est surtout la découverte du désir qui affleure et la construction dans un groupe dont on peut être violemment exclu lorsqu'on sort des rails. Dans un même élan se déploie l'homophobie décomplexée, le harcèlement scolaire toléré, voire encouragé par le système, et la nécessité des femmes de devoir justifier leurs actes.

Il y a dans la réunion parents-profs des échos avec celles orchestrées par Jawad Rhalib dans *Amal : un esprit libre*, dans les conséquences du mensonge d'Iman un effet de miroir avec celui de la jeune Leslie dans *Pas de vagues* ou celui d'Abel dans *l'Affaire Abel Trem*. Et un enfermement similaire, le même sentiment de ne plus pouvoir revenir en arrière. Comme si dans ses films issus de pays, de société, et même de systèmes politiques différents les cinéastes faisaient le constat identique d'une fuite en avant, d'une perception erronée du réel entraînant d'immenses fractures et d'un vivre-ensemble en danger, dans un monde où l'ostracisme devient une arme létale pour imposer ses choix existentiels à l'autre. ■

MICHAËL MÉLINARD



Tout commence par un simple jeu entre collégiens. Action ou vérité ? JHR FILMS



Un climat envoûtant sourd de ce brouillard visuel et narratif. 1990 NATIONAL FILM INSTITUTE HUNGARY / FILM ARCHIVE

Crime obscur dans la grisaille magyare

CINÉMA Cet inédit de 1990, restauré en copie numérique, permet de découvrir György Fehér, émule hongrois de Béla Tarr et auteur de deux longs métrages. Ce *Crépuscule* porte bien son titre, tant il se situe en permanence entre chien et loup, et tisse son tempo autour d'un meurtre non élucidé.

Crépuscule, de György Fehér, Hongrie, 1990, 1h50

Dans la famille Béla Tarr, je demande le producteur. En effet, György Fehér (1939-2002) a produit l'œuvre-fleuve du grand cinéaste hongrois, *Satantango*, peu après avoir tourné son premier long métrage comme réalisateur, *Crépuscule* (1990) – Tarr y figure d'ailleurs en tant que consultant. Théoriquement, *Crépuscule* est un film noir (ou un polar). Pour être noir, il l'est, littéralement, ou plutôt gris et noir, tant son image est sombre et nébuleuse. Le récit également. Quoique simple, il comporte peu d'éléments narratifs et de personnages distinguables. Sauf erreur, ils ne portent pas de nom.

Pourtant l'histoire a connu un certain succès. Elle a été filmée quatre fois, notamment par Sean Penn avec *The Pledge*. Au départ, il y a un film allemand, *Ça s'est passé en plein jour* (1958), de Ladislav Vajda, dont le scénariste est l'écrivain suisse Friedrich Dürrenmatt, qui en tira ensuite un roman, *la Promesse*. *Crépuscule* en est l'adaptation hongroise. Une histoire de serial killer d'enfants, sorte de *M le Maudit*, mais dont le grand absent est le tueur lui-même. Un inspecteur enquête sur l'assassinat d'une fillette. Puis tout se dilue dans le paysage, dans la brume hongroise et les forêts noires de l'hiver. Fehér n'a pas cherché à tisser une intrigue. Il a fait l'inverse en prenant une trame et en la distendant à l'infini, en la noyant dans la lenteur, l'attente et la grisaille.

Une histoire de serial killer d'enfants dont le grand absent est le tueur lui-même.

La clé de ce thriller est son tempo lymphatique, ses drones sonores envoûtants, mêlés à des chœurs d'outre-tombe. La mort, la dérégulation et l'archaïsme se mêlent à la nature environnante. Summum du slow-burn (romance) non comique (quoique) : le suspense d'un panoramique vertical filmé de la voiture de l'inspecteur sur un personnage se tenant à l'extérieur. Arrivé à son terme, le pano ne découvre rien : le visage du personnage est caché par un montant de la portière (on découvrira que ce n'était qu'un simple flic local). Tout est à l'avenant dans cette œuvre sans résolution ni climax, dont on ignore même à quelle époque elle se situe. Les années 1940 ou 1950, sans doute, eu égard aux guimbardes qui sillonnent la puszta (steppe hongroise).

Les figurants, qui portent tous des chapeaux, arborent des chevelures touffues un peu anachroniques. La noirceur visuelle et morale, le laconisme, l'hébétéude, la minéralité des personnages sont autant de signaux qui rappellent que l'on est en présence d'un émule de Béla. Hélas, Fehér, lui, a un peu forcé sur les nuances de gris. Parfois cela fonctionne (campagne et forêts), mais parfois, on aimerait plus de contraste.

Certes, un climat envoûtant sourd indéniablement de ce brouillard visuel et narratif. Toutefois, cela manque un chouia de folie et de mordant. Pour pallier cette lacune, il faudrait piocher une autre carte dans la famille Tarr : Fred Kelemen. Ce directeur photo des ultimes films de Béla Tarr, également réalisateur, a réalisé des œuvres fracassées dans les années 1990, comme *Frost* ou *Abendland*, qui restent inédites, même en DVD. Avis aux distributeurs. ■

VINCENT OSTRIA

Izïa Higelin, trentenaire en plein blues

CINÉMA Incapable d'endiguer sa dépression, Juliette revient momentanément dans sa ville natale passer du temps avec ses proches.

Juliette au printemps, de Blandine Lenoir, France, 1h36

Blandine Lenoir avait signé un film manifeste avec *Annie Colère*, une œuvre revenant sur l'engagement associatif de femmes pour la pratique d'avortements encore frappée d'interdit dans la France des années 1970. Si *Juliette au printemps*, une adaptation de la bande dessinée de Camille Jourdy, *Juliette, les fantômes reviennent au printemps* (Actes Sud), apparaît moins directement engagé, la cinéaste réalise avec cette comédie de mœurs douce-amère une attachante fable féministe.

Juliette (Izïa Higelin) ne se sent pas très bien. Ni d'un point de vue physiologique avec ses règles aux absences depuis un an, ni d'un point de vue psychologique avec un spleen inexplicable dont elle ne parvient pas à se défaire. Le moment idéal pour trouver du soutien auprès de ses proches. La voici de retour dans le foyer de son paternel blagueur (Jean-Pierre Darroussin) incapable d'exprimer ses sentiments. Elle retrouve aussi Marylou (Sophie Guillemin), sœur hyperactive qui s'octroie toute la charge mentale de sa maisonnée. Dans le logement de sa grand-mère (Liliane Rovère), tout juste placée en Ehpad après ses disparitions répétées, Juliette rencontre aussi Pollux (Salif Cissé), un jeune homme romantique et à l'écoute.

UN PROPOS FÉMINISTE TOUT EN FINESSE

Si l'on a pu regretter le caractère trop didactique de certaines de ses œuvres, Blandine Lenoir a toujours su dessiner de très beaux personnages féminins, interprétés par Agnès Jaoui dans *Aurore* ou Laure Calamy dans *Annie Colère*. Son dernier long métrage n'échappe pas à la règle. En Juliette explorant sa « dimension tragique », Izïa Higelin s'affiche tout en retenue. La cinéaste sème ses graines féministes avec finesse et une réelle volonté humoristique. Elles s'incarnent dans l'intimité sensuelle poétique et joyeuse entre Marylou et son amant Adrien, personnages aux corps non normés qui chamboulent la dictature du stéréotype filiforme. Les hommes montrent aussi leurs failles, loin du modèle viriliste. En outre, la maternité n'est ni forcément épanouissante, ni forcément bienveillante. Et le mariage ne constitue pas la promesse d'un bonheur immuable. Ces petites touches instillées avec grâce n'empêchent pas des tranches de franche comédie avec des running gags efficaces. Un tacle au patriarcat et un excellent divertissement. ■

M. M.



ENTRETIEN

Marion (Marie Denarnaud) prend conscience du double visage de son frère, Raphaël (Pierre Perrier). WHAT'S UP FILMS

«Je suis très fier de ce téléfilm»

TÉLÉVISION Le film *Des blessures invisibles* montre, à partir de la disparition d'une jeune mère de famille, la violence de l'emprise dans le couple. Un téléfilm avec **Pierre Perrier** dans le rôle glaçant du mari.

Des blessures invisibles, France 2, 21 h 10

Camille (Sarah Suco) a disparu. La jeune femme ne s'est pas présentée à l'école de ses filles, ni au rendez-vous qu'elle avait fixé à sa belle-sœur et amie Marion (Marie Denarnaud). Son mari, Raphaël (Pierre Perrier), est complètement paniqué. Marion, qui n'en mène pas large, remonte le fil de son amitié avec Camille. Elle glane, dans ses souvenirs, tous les indices de maltraitance de sa belle-sœur par son propre frère. Cette histoire d'emprise domestique et d'amitié est très bien servie par des comédiens inspirés.

Le personnage de Raphaël, que vous interprétez, a un côté Janus, avec un visage social très agréable et un visage intime atroce. Cette dichotomie vous intéressait-elle ?

Les gens qui opèrent ces manipulations sourdes et violentes font en sorte d'être complètement policés de l'extérieur pour avoir toute latitude d'action dans l'intimité. On l'a vu avec l'affaire Jonathan Daval (accusé d'avoir tué sa femme, Alexia, le 28 octobre 2017 - NDLR) : le mec a été capable de mentir, de pleurer dans les bras de ses beaux-parents. Dans le téléfilm, la sœur de Raphaël (Marie Denarnaud) prend conscience de ce double visage.

Elle comprend qu'elle a voulu croire à une belle histoire d'amour, alors qu'elle avait les indices du désastre, en somme ?

Est-ce qu'elle ne les a pas vus ou n'a pas voulu les voir ? Si j'apprenais, demain, que mon frère ou ma sœur est un monstre dans l'intimité, je ne voudrais pas y croire, je tomberais des nues. Et peut-être que je pourrais avoir la même rétroaction que Marion, en revisitant des scènes passées. Je pense que ces gens manipulateurs sont des comédiens dans l'âme, conscients de la perception que les autres ont d'eux. Ils ont la maîtrise de cette image et de cette perception, ce qui leur permet d'agir en Janus et d'exercer cette emprise qui peut aller jusqu'au point de rupture, comme dans l'histoire.

Pendant une scène, le couple reçoit des amis. Raphaël est très prévenant, très attentif envers sa femme. Elle casse quelque chose dans la cuisine, et le visage change complètement. La scène est parlante...

Ce genre de personne veut tout contrôler en permanence. Elles doivent avoir l'assentiment et l'approbation de tous. On a essayé de créer le personnage de Raphaël, le plus charmant possible, pour provoquer le contraste. Mais je ne pense pas que ce soit exagéré dans la forme. Le but du jeu était de le rendre le plus grinçant et le plus réaliste possible. D'aller chercher la petite zone grise qui est gênante, et de monter en pression. Parce que ça commence tout doucement...

Quand Camille disparaît, on voit son inquiétude...

On voit quelques indices. Mais qui, au départ, peuvent être perçus comme de la mauvaise humeur, un mauvais jour, un mauvais mot. Mais, sur la durée, on se rend compte que c'est structurel et structuré.

Cette histoire est une forme de huis clos, avec le rapport entre Camille et Raphaël, entre Marion et Raphaël et entre Camille et Marion...

C'est la réflexion de Marion, la sœur, qui crée ces trois bandes, parce qu'elle ricoche entre les témoignages, ce qu'elle a vu, et ses souvenirs. On est dans un huis clos, avec un billard à trois bandes. Et avec la

« On a essayé de créer le personnage de Raphaël, le plus charmant possible, pour provoquer le contraste. »

maison, qui est le quatrième personnage, elle représente l'enfermement total, cette immense baraque sur trois étages. C'est une cage. Il sait qu'une fois le dernier invité parti, c'est son domaine de manipulation et de violence.

D'ailleurs, il fait tout pour que sa femme lâche son boulot...

Dans le monde aujourd'hui, et les affaires qui remontent de la justice, on n'est plus à prouver, hélas, que c'est un cas d'école. La priver de contacts, d'informations, de loisirs, de plaisirs, c'est la priver de toute possibilité d'émancipation. On n'a pas voulu donner trop de background à Raphaël. Les gens qui se comportent comme ça, souvent, il y a une raison logique, ils ont subi un traumatisme, des abus, et le reproduisent derrière. On a décidé de ne pas rentrer là-dedans pour ne pas créer d'empathie avec lui. Je suis très fier de ce téléfilm.

Et quelle est votre actualité ?

Les Espions de la terreur, sur les attentats du 13 novembre 2015, viennent de sortir sur la plateforme de M6. C'est une mini-série en quatre épisodes, réalisée par Rodolphe Tissot, l'auteur de *Clèves*. C'est un travail très journalistique, très proche du réel, du point de vue de la DGSI et de la DGSE, sur la traque numérique sur le terrain de tout l'espionnage et contre-espionnage. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAROLINE CONSTANT



Comment lutter contre l'antisémitisme? (1/3)

Durant les trois premiers mois de l'année 2024, 366 actes antisémites ont été recensés en France, soit quatre par jour. Ce chiffre est en hausse de 300 % par rapport à la même période en 2023.

L'histoire des fondements profonds de l'antisémitisme doit permettre de le combattre pour dénoncer sans jamais faiblir sa résurgence dans les discours actuels.

L'antisémitisme n'est pas un racisme comme les autres, il sévit depuis plus de deux mille ans. Pour en comprendre les ressorts actuels et le combattre, il faut tenter d'expliquer cette pérennité funeste qui lie dans le temps des événements comme la destruction du temple juif d'Éléphantine, en Égypte, en 410 avant notre ère, l'anathème lancé par l'apologiste chrétien Justin de Naplouse au II^e siècle contre le « peuple déicide », « l'antisémitisme racial » d'Édouard Drumont et de Maurice Barrès et le crime absolu de la Shoah. Dans son ouvrage, David Nirenberg montre qu'il est un « pilier de la pensée occidentale » parce qu'il a donné de tout temps « un cadre théorique puissant permettant de donner un sens au monde ».

Il existe ainsi une grammaire de l'antisémitisme qui se renouvelle en permanence tout en gardant un vocabulaire pérenne dont certains des thèmes sont aujourd'hui vigoureusement réactivés. Je pense particulièrement à la thèse pluriséculaire selon laquelle il existerait une organisation mondiale juive qui dicterait sa conduite aux États, aux institutions économiques et aux puissances d'argent. Les juifs, réduits à leur identité religieuse, seraient nécessairement au service de cette entité supranationale dont ils défendraient nolens volens les intérêts partout sur la planète, quelles que soient par ailleurs leurs convictions politiques ou religieuses. Il y aurait ainsi une « gauche du judaïsme » et une « droite du judaïsme » qui seraient confondues par essence dans le même projet. Cette vision complotiste du monde se déploie d'autant plus facilement que



PIERRE OUZOULIAS
Sénateur PCF
des Hauts-de-Seine
Vice-président
du Sénat

les grands récits politico-philosophiques, comme le marxisme, le républicanisme ou l'humanisme des Lumières, sont délaissés au profit de conceptions postmodernes qui réduisent la société à des individus essentialisés. La figure ancienne du juif redevient alors primordiale. Le dominé, le citoyen et l'être sublimé par sa raison disparaissent derrière une construc-

tion identitaire dont la vacuité permet tous les amalgames. Le sophisme suivant en est un exemple : Israël est un État juif, Israël est sioniste, donc tous les juifs sont sionistes et défendent Israël. Selon cette logique, il est alors possible d'interdire la parole à une étudiante parce qu'elle est de confession juive, donc sioniste et défenseuse d'Israël et de la politique de Benyamin Netanyahu.

La culture juive, dans sa diversité, est constitutive de ce que nous sommes devenus.

Pour combattre l'antisémitisme, il faut d'abord en comprendre et en expliquer les fondements profonds et immémoriaux et dénoncer sans jamais faiblir leur résurgence dans les discours actuels. Je pense ensuite qu'il est essentiel d'expliquer que la culture juive, dans sa diversité, n'est pas une culture étrangère, mais qu'elle est constitutive de ce que nous sommes devenus. Ainsi, souvenons-nous de ce que les mouvements révolutionnaires doivent à une certaine culture juive et notamment au concept du tikkoun olam, de la grande réparation du monde, selon lequel la justice sociale est la condition de notre bonheur collectif. ■

Ce combat, qui est celui des humanistes, républicains et socialistes contre toutes les expressions et formes de racisme, est une tâche impérieuse.

D'abord, il peut sembler étonnant que l'attitude de l'antisémite s'apparente à celle du négrophobe. C'est mon professeur de philosophie, d'origine antillaise, qui me le rappelait un jour : « Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous. » J'ai compris qu'il voulait tout simplement dire : un antisémite est forcément négrophobe. Gardons toujours en mémoire ces mots du grand militant anticolonialiste Frantz Fanon en 1952. Tout antisémite est un raciste. Il est taillé dans la même étoffe. Il a la même mentalité haineuse qui hiérarchise les êtres humains, le même raisonnement étroit qui généralise, essentialise et exclut.

Fanon nous dit que le dominé qui se bat légitimement pour sa liberté ne doit pas être le porteur d'une autre oppression potentielle. Les moyens du combat déterminent sa fin. Sans quoi l'opprimé agresse sa propre humanité et véhicule les germes intellectuels de sa propre oppression présente ou future ou de celle de ses semblables. Toute lutte contre l'injustice sociale, toute lutte anticoloniale, pour être authentiquement émancipatrice, doit exalter des valeurs universalistes, c'est-à-dire des principes libérateurs pour l'humanité entière.

C'est sur ce même point crucial que réside l'une des contributions les plus fondamentales et les



ALEXIS CORBIÈRE
Député FI
de Seine-Saint-Denis

plus actuelles de Jean Jaurès à la pensée républicaine et socialiste. Le débat fut intense dans le mouvement ouvrier à la fin du XIX^e siècle, lors de « l'affaire Dreyfus ». Contre des camarades qui considéraient que « les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur », Jaurès ob-

tint à l'inverse que le mouvement socialiste s'engage dans la défense du capitaine juif, quoique celui-ci n'ait eu aucun lien avec le mouvement ouvrier, mais parce qu'il était injustement condamné et victime de l'antisémitisme.

Pour convaincre, Jean Jaurès affirma : « Si Dreyfus a été illégalement condamné et si, en effet, il est innocent, il n'est plus ni un officier ni un bourgeois : il est dépourvu, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer. » N'oublions jamais, ni Frantz Fanon ni Jean Jaurès.

Dernier rappel. Si, aujourd'hui encore, la lutte contre l'antisémitisme est une tâche impérieuse pour tout humaniste, elle ne peut pas être menée dans la confusion et par la diffusion d'un racisme agressif contre nos concitoyens musulmans.

Au nom du refus de l'antisémitisme, on a cru bon, lors d'une récente réunion dans un théâtre parisien, de donner la parole à Douglas Murray, le « Zemmour anglais ». La faute est inexcusable. On ne lutte pas contre l'antisémitisme avec des racistes antimusulmans. Tout au contraire, à faire ainsi, on le nourrit. ■



À LIRE

Antijudaïsme.
Un pilier de la pensée occidentale,
de David Nirenberg.
Labor et Fides,
2023

Toute lutte anticoloniale, contre l'injustice sociale, doit exalter des valeurs universalistes.



Théophile, 32 ans, est polyhandicapé de naissance. Avec son frère Valentin, 38 ans, il pratique l'Ironman, soit 3,8 km de natation, 180,2 km de cyclisme, puis un marathon.
GUILLAUME CLEMENT

Les frères Francavilla, tandem inclusif

Valentin et Théophile constituent un binôme handi-valide qui participe à des triathlons de l'extrême à travers le monde. Au nom de leur fraternité, ils dépassent les barrières physiques et font de la mobilité un droit pour tous.

La forêt domaniale de Fontainebleau, d'un côté, les berges de la Seine, de l'autre. Le village de Samois-sur-Seine (Seine-et-Marne), où réside Valentin, est le cadre naturel de ses entraînements quotidiens avec Théophile, son cadet polyhandicapé qui vit dans un centre spécialisé à proximité. Leur truc, aux deux frangins, c'est l'Ironman, sorte de triathlon de l'extrême durant lequel les sportifs enchaînent 3,8 km de natation, 180,2 km de cyclisme, puis un marathon.

Tout en conciliant sa vie de famille et son nouveau métier de kinésithérapeute, Valentin, 38 ans, s'entraîne en moyenne vingt-cinq heures par semaine avec Théophile, 32 ans, polyhandicapé de naissance. Le cadet souffre du syndrome de Moebius, il est complètement sourd et par conséquent non communicant verbal, a une vision altérée et de gros troubles de l'équilibre. Mais pas question qu'il soit un poids pour le binôme. Quand il présente Théophile, l'ainé veille toujours à ce que son frère soit considéré par les interlocuteurs, il leur indique la manière de communiquer avec lui, ce qui passe essentiellement par le toucher.

TROIS RECORDS MONDIAUX

Leur aventure sportive commune commence en 2013, un peu par hasard. Un jour, alors qu'il se rend en métro à la Défense où il travaillait à l'époque comme ingénieur aéronautique, Valentin est interpellé par une affiche de Handicap International faisant la promotion d'une course réservée aux binômes handi-valide. « Il fallait juste trouver une personne en situation de

handicap, cela tombait bien, j'en avais une à la maison », plaisante celui qui, même si le sport était plutôt de mise dans la famille Francavilla, n'avait rien d'un athlète et était un fumeur régulier. Mais, rapidement, le jeune homme se prend au jeu et s'impose des entraînements réguliers. Sur un vélo adapté ou en poussette aménagée, l'ainé tracte son frère. Compétiteur par essence, Valentin « ne fait jamais les choses sans aller jusqu'au bout ». À tel point que, lors des premières sorties en hiver, Théophile est parfois rentré frigorifié, les lèvres bleues, sans que Valentin, concentré sur l'objectif du jour, y ait prêté attention. Quelques remontrances parentales l'aideront à écouter simultanément son corps et celui de son frère.

Sous le nom de Team Wez, allusion à un gimmick familial, les deux frangins commencent à participer à des compétitions avec, les premières années, aucun autre soutien financier que celui de leurs proches. En juillet 2014, ils passent leur première ligne d'arrivée au triathlon du lac de la Cadie, en Gironde. Mais, lors de leur deuxième course, en septembre de la même année, déséquilibré par le poids de la remorque, le Team Wez chute. Valentin est brûlé au second degré et Théophile, blessé. À l'hôpital, l'ainé s'effondre, se confond en excuses et promet d'arrêter. Mais son père ne l'entend pas ainsi : « Tu es en train de changer la vie de Théophile. Pas question d'arrêter. Tu dois utiliser tes connaissances d'ingénieur afin de concevoir un vélo dans lequel il sera en

sécurité », intime-t-il à son aîné. Pendant plus d'un an, Valentin et ses amis travaillent sur un prototype moins lourd, plus sûr.

Licencié au Melun Triathlon à partir de 2016, le duo a depuis remporté trois records mondiaux. Valentin et Théophile sont ainsi devenus le premier tandem handi-valide européen qualifié pour les championnats du monde Ironman 70.3 en Nouvelle-Zélande, qui se dérouleront le 15 décembre 2024. Un honneur, mais aussi un déplacement au coût onéreux, pour lequel la famille a lancé un appel aux dons.

« J'ai tendance à dire que je suis la partie physique et Théophile la partie mentale, aime à répéter Valentin. Théophile représente cette force supplémentaire pendant la course. Parce qu'il va me faire des signes, parce qu'il va vouloir que je le touche. » Le compétiteur est formel : sans Théophile et son handicap, il n'aurait jamais fait d'Ironman. Et leur binôme fédère : un autre coureur a même confié à Valentin être délibérément resté derrière eux parce qu'ils sont « portés par la foule et on sent que cette dernière reste dans une dynamique d'encouragements bien après leur passage ». L'ainé a entraîné dans son sillage de nombreux amis sportifs, portés par cette incroyable aventure et soucieux de la soutenir, touchés par cette solidarité familiale génératrice d'inclusion. Pour Valentin, seul compte de rendre son frère heureux à travers ces moments partagés. Pour lui, la devise de l'Ironman, « Tout est possible », résonne tout particulièrement. « On peut aussi rêver grand avec une personne en situation de handicap », assure-t-il. Toutes les compétitions se clôturent de la même manière : Théophile debout, soutenu dans son dos par son frère, « ensembles et fiers ». ■

ASTRID JURMAND